



EVALUATION DES RISQUES DE CORRUPTION DANS LE SECTEUR DE L'EDUCATION

**EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO**

Kinshasa, Mars 2025

**EVALUATION DES RISQUES DE CORRUPTION
DANS LE SECTEUR DE L'EDUCATION EN
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**



Kinshasa, Mars 2025

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières	5
Liste des acronymes.....	6
Remerciement	7
Résumé de l'évaluation.....	8
Recommandations stratégiques clés.....	9
Introduction	11
Contexte du secteur de l'éducation en RDC.....	13
Méthodologie.....	21
Description des résultats.....	24
Tableaux d'identification et évaluation des risques de corruption.....	44
Tableaux de stratégies d'atténuation	49
Suivi et évaluation	52
Conclusion.....	53
Références	56

Transparency International est un mouvement mondial qui n'a qu'une seule vision: un monde dans lequel les gouvernements, les entreprises, la société civile et la vie quotidienne des gens sont exempts de corruption. Avec plus de 100 sections dans le monde et un secrétariat international à Berlin, nous menons la lutte contre la corruption pour faire de cette vision une réalité.

www.transparency.org



Auteur: Bony NDEKE MOKASA

Commentateurs: Jamie Bergin, Dahmata Koffi, Isabelle Adam (TI)

Tous les efforts ont été déployés pour vérifier l'exactitude de l'information contenue dans le présent rapport. Toutes les informations étaient considérées comme correctes en décembre 2023. Néanmoins, LICOCO ne peut accepter la responsabilité des conséquences de son utilisation à d'autres fins ou dans d'autres contextes.



LISTE DES ACRONYMES

ACP :	: Agence Congolaise de Presse
APLC	: Agence de Prévention et de Lutte contre la Corruption
CAFCO	: Cadre Permanent de concertation de la Femme Congolaise
DINACOPE	: Direction Nationale de Contrôle de la Paie des Enseignants
EPST	: Enseignement Primaire Secondaire et Technique
IPC	: Indice de Perception de la corruption
ISDA	: Inclusion aux Services sociaux de base en Afrique.
LICOCO	: Ligue Congolaise de Lutte Contre la Corruption
OCDD	: Observatoire Congolais du Développement Durable
ONG	: Organisation Non gouvernementale
ONUDC	: Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
MINED-NC	: Ministère de l'Education et de la Nouvelle Citoyenneté
PVH	: Personne Vivant avec Handicap
PVVIH	: Personne Vivant avec le VIH/SIDA
RESEN	: Rapport d'état de système de l'éducation nationale
SMIG	: Salaire Minimum Inter professionnel Garanti
TI	: Transparency International
TIC	: Technologie de l'Information et de la Communication
VBG	: Violence Basée sur le Genre

REMERCIEMENTS

De prime abord, nous voulons exprimer notre profonde gratitude envers le Gouvernement du Canada pour son appui financier grâce auquel cette étude est rendue possible.

Nos remerciements s'adressent aussi à Transparency International pour son accompagnement technique légendaire, particulièrement à travers le projet intitulé « Tous pour l'inclusion aux services sociaux de base en Afrique. », ISDA en sigle.

C'est ici l'occasion de remercier toutes les autorités du secteur de l'éducation à tous les niveaux, notamment pour leur collaboration indispensable à la réalisation de l'enquête.

Enfin, nous tenons à remercier toute personne qui, de loin ou de près, a accepté de participer volontairement à cette étude, en exprimant son opinion librement, faisant preuve de son engagement dans la lutte contre la corruption dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo (RDC).

RÉSUMÉ DE L'ÉVALUATION

La Ligue Congolaise de Lutte contre la Corruption (LICOCO) a entrepris une évaluation des risques de corruption dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo dans le cadre du projet de Prestation de Services Inclusifs en Afrique (ISDA).

La recherche a montré que la corruption a un impact négatif sur la gouvernance, l'accès à l'éducation et la qualité de l'éducation, en particulier pour les groupes vulnérables qui dépendent davantage de l'éducation publique. En ce qui concerne le lien entre l'atteinte de l'ODD 4 et la Corruption dans le secteur de l'Education, nous pouvons conclure que la République Démocratique du Congo peut atteindre cet ODD si et seulement si des réformes institutionnelles et structurelles sont mises en œuvre et si elles luttent efficacement contre la corruption dans ce secteur. Actuellement, l'atteinte de l'ODD 4 en 2030 reste un défi pour le Gouvernement de la RDC vu le degré de corruption et de gouvernance en général, qui existent dans le secteur de l'éducation.

La recherche, qui a été approuvée par le Secrétariat Général du Ministère de l'éducation, a étudié les risques de corruption dans les écoles publiques existant à Kinshasa en mettant l'accent sur quatre axes prioritaires suivants :

- Admission et Inscription de l'élève ;
- Recrutement des enseignants ;
- Evaluation interne et examen des élèves ;
- Enseignement extra-scolaire ou tutorat.

Ce tableau donne l'aperçu de la moyenne globale des risques de la corruption existant aux points des décisions identifiés dans chaque axe prioritaire. Ces scores des risques émanent d'une mesure combinée de la probabilité et de l'impact des risques attendus.

Axes prioritaires	Score de risque moyen (1 est très faible, 5 est très élevé)
Admission et Inscription de l'Elève	4,3
Recrutement des enseignants	3,5
Evaluation interne et examen des élèves	3,5
Enseignement extra-scolaire ou tutorat	4,1

DIX RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES CLÉS

La lutte contre la corruption continue d'être un sujet important tant au niveau international que national, dans le cadre de notre recherche la corruption a un effet négatif sur le fonctionnement des établissements tant scolaires qu'académiques, c'est ainsi que nous proposons le recourt aux stratégies suivantes :

1	Mettre en place un cadre juridique de lutte contre la corruption dans le secteur de l'éducation complet et adapté au contexte parce qu'à l'épreuve du temps les textes juridiques légaux régissant le secteur deviennent inadaptes aux évolutions constitutionnelles et aux réalités sociales du pays ;
2	L'Etat congolais doit allouer des ressources financières importantes afin de consolider et prendre des mesures d'accompagnement nécessaires pour le secteur de l'éducation ; conformément à la ratification des traités internationaux et nationaux en matière de corruption notamment la convention des nations unies de lutte contre la corruption, le protocole de la SADC en matière de la corruption, aussi le pacte national anti-corruption.
3	Créer un cadre de concertation multi-acteurs impliquant les institutions publiques et la société civile, y compris les leaders communautaires dans la lutte contre la corruption ;
4	Mettre en œuvre un moyen de dénonciation des cas avérés au téléphone par un numéro vert et accompagner cela par des lois fortes visant à protéger les aviseurs et les lanceurs d'alerte précoce ;
5	Développer des mécanismes de protection des droits et libertés des femmes, filles et autres groupes exposés aux risques de corruption au sein des établissements d'enseignements en déterminant un quota dans le recrutement pour éliminer les disparités de sexe et les inégalités des chances ;
6	Renforcer le contrôle par les Inspecteurs, les organisations de la société civile et la communauté de base dans le suivi du programme de cours (exemple : civisme et éducation à la citoyenneté) et des prévisions des matières dans le souci d'améliorer la qualité de l'éducation afin que le système éducatif assure à tous un accès équitable aux programmes pour l'acquisition des connaissances nécessaires à la vie courante
7	Améliorer la rémunération du personnel dans le secteur de l'éducation pour le permettre de mener une vie sociale en dignité humaine en appliquant le SMIG (Salaire Minimum Inter professionnel Garanti) et d'autres avantages sociaux consistants, adaptés aux réalités sociales du pays pour soutenir la retraite des enseignants et autre personnel du secteur de l'éducation ;
8	Améliorer le système éducatif qui est confronté au vieillissement du personnel, par le recrutement des enseignants via un concours fondé sur le mérite et instaurer un système de formation continue du personnel enseignant dans un souci d'excellence pour une éducation et une formation de qualité indispensable pour la vie courante des apprenants ;

9	Doter aux établissements publics les outils des nouvelles technologies tels que les ordinateurs, les projecteurs et l'accès à l'internet (wifi gratuit), informatiser les bureaux des gestions du personnel grâce à un logiciel de bureau, ainsi que l'usage de la monnaie électronique dans les diverses opérations financières dans ce secteur envie d'amener le système éducatif Congolais à répondre aux normes et aux standards actuels ;
10	Former des animateurs principaux ou relais communautaires sur la nécessité de sensibiliser la population afin de susciter la conscience collective sur leur responsabilité dans la lutte contre la corruption, car de nos jours, il est de plus en plus rare de voir un élève refaire la classe à l'issue d'un résultat non satisfaisant et cela en complicité avec les parents ;
11	Appliquer une réglementation stricte en termes de fixation des frais afférant au test d'admission et aux passations aux différents examens de fin des cycles à tous les niveaux ;
12	Appliquer des sanctions sévères et efficaces en cas de récidive. D'où la nécessité d'établir une réglementation claire sur les sanctions applicables aux coupables en cas de flagrance ;
13	Diversifier les appuis pour les évaluations des risques de corruptions dans les autres secteurs tels que les élections, la justice, les infrastructures socio-économique de base, la passation des marchés publics, etc.

INTRODUCTION

PROJET PRESTATION DE SERVICES INCLUSIFS EN AFRIQUE (ISDA)

Transparency International est un mouvement mondial qui travaille dans plus de 100 pays pour mettre fin à l'injustice de la corruption. Transparency International met en œuvre un projet régional de quatre ans dans cinq pays d'Afrique (République démocratique du Congo, Ghana, Madagascar, Rwanda et Zimbabwe), visant à améliorer l'accès à l'éducation et aux services de santé pour les femmes, les filles et d'autres groupes à risque de discrimination. Le Secrétariat de Transparency International gère le projet en partenariat avec les sections nationales des cinq pays, avec l'expertise technique et le soutien de l'engagement des parties prenantes du Programme de santé mondiale de TI et de la section nationale de TI au Canada. Ce travail est soutenu par Affaires mondiales Canada (AMC).

Le projet répond à un défi de développement majeur lié à l'impact de la corruption et de l'impunité sur l'accès à l'éducation et aux services de santé pour les groupes à risque de discrimination, en particulier les femmes et les filles en Afrique. La corruption nuit à la qualité et à la quantité des services publics, alimente les inégalités d'accès aux services de base et réduit les ressources disponibles pour les femmes et les groupes à risque de discrimination qui dépendent davantage des services publics, ce qui accroît la pauvreté pour les personnes les plus marginalisées.

Pour s'attaquer aux obstacles à l'égalité des sexes liés à la corruption dans l'éducation et les soins de santé, le projet se concentre sur trois dimensions du changement :

Un changement de performance des institutions publiques qui ont la capacité de s'assurer que les services d'éducation et de santé sont fournis sans corruption (offre de services).

Un changement de comportement chez les citoyens, en particulier les femmes, les filles et les personnes exposées au risque de discrimination, pour qu'ils s'expriment, dénoncent

la corruption et exigent des services responsables et transparents.

Un changement de pratique parmi les intermédiaires et les parties prenantes influents qui s'engagent dans des coalitions et des partenariats pour intégrer les questions de lutte contre la corruption dans le programme d'éducation et de santé et créer un environnement favorable pour réduire les obstacles liés à la corruption à l'égalité des sexes dans le secteur de l'éducation et de la santé.

En fin de compte, l'impact souhaité est qu'un plus grand nombre de femmes, de filles, d'individus et de groupes à risque de discrimination ne soient plus laissés pour compte, car l'attention et la mise en lumière de la nature imbriquée de la corruption et de la discrimination et de la manière dont elles constituent des obstacles à l'égalité des sexes dans l'éducation et la santé deviendront courantes et prioritaires parmi les institutions publiques et les parties prenantes influentes du secteur de l'éducation et de la santé. Non seulement ils auront l'impression de ne plus être laissés

pour compte, mais ils exerceront leurs droits et exigeront des résultats et des comptes de la part de ceux qui sont chargés de fournir ces services sans corruption.

Au niveau institutionnel et politique, les gouvernements qui intègrent des politiques, des procédures et des mécanismes de responsabilisation et de transparence seront en mesure de détecter et de sanctionner plus efficacement ceux qui abusent de leur pouvoir et de demander des comptes à ceux qui s'attaquent aux communautés marginalisées qui sont déjà confrontées à d'autres formes de discrimination. En fin de compte, cela contribuera à combler les lacunes et à réduire les vulnérabilités auxquelles sont confrontées les femmes, les filles et les groupes à risque de discrimination, en leur donnant une chance égale d'accéder aux services de base essentiels pour protéger et promouvoir leur dignité humaine et, collectivement, cela contribuera à accroître la confiance des citoyens dans les institutions qui fournissent des services inclusifs et renforcent les normes.

Des comportements et des pratiques qui renforcent un tissu social sensible au genre au sein des communautés et contribuent aux progrès du développement national des pays afin de réduire la pauvreté et de promouvoir la justice conformément aux ODD.

La Ligue Congolaise de Lutte Contre la Corruption (LICOCO) est la section nationale qui met en œuvre le projet ISDA en République Démocratique du Congo.

EVALUATION DES RISQUES DE CORRUPTION

L'évaluation du risque de corruption est un outil de diagnostic qui vise à identifier les faiblesses d'un système qui peuvent présenter des opportunités de corruption (TI 2011). Plusieurs méthodologies différentes d'évaluation des risques de corruption ont été développées. La plupart des évaluations des risques de corruption adoptent une approche institu-

tionnelle. Ils visent à identifier les processus et pratiques institutionnels qui sont vulnérables à la corruption, ainsi qu'à identifier les faiblesses des règles et réglementations de l'institution, du secteur et/ou du processus analysé (TI 2011). Elles peuvent être appliquées à tous les niveaux, depuis les institutions gouvernementales jusqu'aux programmes d'appui aux bailleurs de fonds, en passant par les programmes sectoriels (TI 2011).

La méthode d'évaluation des risques de corruption utilisée dans le cadre du projet ISDA vise à évaluer les politiques existantes dans les secteurs de la santé et de l'éducation pour détecter les vulnérabilités et les failles en matière de corruption et à déterminer où se trouvent les lacunes/faillles spécifiques qui ont un impact sur les femmes, les filles et les groupes à risque de discrimination. Il vise à y parvenir en identifiant où, comment et pourquoi la corruption se produit à des points de décision spécifiques au sein des processus opérationnels, et en identifiant des stratégies d'atténuation pour combler ces lacunes.

DOMAINES PRIORITAIRES

Le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo étant vaste et de plus en plus complexe, 4 axes prioritaires ont été choisis par Licoco en vue d'apporter une bonne évaluation sur l'ensemble de risques de corruption qui s'observe dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo.

Ces axes prioritaires sont :

- Admission et Incription de l'élève
- Recrutement des enseignants
- Evaluation interne et examen des élèves
- Enseignement extra-scolaire ou tutorat.



CONTEXTE DU SECTEUR DE LA SANTÉ EN RDC

Il sera question dans cette section de présenter le contexte du secteur de l'éducation en République démocratique du Congo, son degré d'inclusion des femmes, des filles et des groupes menacés de discrimination, ainsi que la façon dont il est affecté par la corruption.

SYSTEME EDUCATIF EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Le système éducatif congolais se trouve dans une situation compliquée à la suite des guerres qui se sont succédées et surtout à cause de la forte croissance démographique qui influe sur sa capacité d'accueil et sa qualité. En effet, la République démocratique du Congo (RDC) compte plus de 77 millions d'habitants et fait partie des vingt pays les plus peuplés au monde. Elle est le troisième pays africain par l'importance de sa population et le deuxième en superficie (2 345 409 km²).

Sa densité de population est l'une des plus faibles du continent avec 22-24 habitants par km². La majorité de sa population est jeune (65,5 % de la population a moins de 24 ans). Son indice de fécondité élevé renforce

la pression sur les services éducatifs (RDC, 2015)¹.

En dépit des performances économiques remarquables réalisées entre 2010 et 2015, l'économie du pays reste fragile en raison de l'instabilité politique et des variations des cours des matières premières.

L'économie du pays est marquée aussi par un déséquilibre entre le secteur formel (15 % de l'activité économique) et le secteur informel (85 %). La croissance de la création de nouveaux emplois formels est limitée à 3 % par an et n'est donc pas suffisante pour absorber les chômeurs et les nouveaux entrants sur le marché de l'emploi.

¹ Rapport d'état sur le système éducatif National, 2015.

SYSTEME EDUCATIF

Le système éducatif congolais est organisé en deux structures : l'enseignement formel et l'éducation non formelle. L'enseignement formel est dispensé sous forme d'enseignement classique et spécial².

L'enseignement classique est organisé en quatre structures : maternelle, primaire, secondaire, supérieure et universitaire. Le niveau maternel est organisé en cycle unique de trois ans. Le primaire, obligatoire et gratuit, dure six ans. Il est organisé en deux cycles de trois années chacun.

Le niveau secondaire comprend le secondaire général, les humanités générales, les humanités techniques et professionnelles. Le secondaire général est organisé en cycles de deux ans. Les humanités générales s'organisent en deux années de cycle inférieur et deux années de supérieur. Les humanités techniques et professionnelles s'organisent en cycle court et cycle long. La durée de ces deux cycles est de respectivement trois et quatre ans. La formation technique et professionnelle dure quatre ans.

L'enseignement supérieur et universitaire (ESU) congolais comprend deux niveaux. Le niveau supérieur forme les cadres de haut niveau, spécialisés pour l'exercice d'une profession. Le niveau universitaire forme des cadres de conception capables de contribuer à la transformation qualitative de la société.

Bien qu'ait été institué le système licence-master-doctorat (LMD), l'ESU fonctionne encore dans quelques établissements avec trois cycles (graduat, licence, troisième cycle qui conduit au doctorat). Le graduat dure trois ans, la licence deux ans, comme le troisième cycle (diplôme d'études approfondies). Le doctorat dure entre trois et cinq ans.

² Un enseignement spécial est organisé en faveur des groupes vulnérables et des catégories socioprofessionnelles ayant des besoins spécifiques. Il est assuré soit dans des établissements spécialisés, soit dans les écoles assurant l'enseignement inclusif.

L'éducation non formelle vise la récupération et la formation des jeunes et adultes non scolarisés en vue de leur insertion sociale. Elle est assurée dans des établissements spéciaux et centres de formation et se rapporte aux activités de rattrapage scolaire, d'alphabétisation, d'apprentissage, de formation professionnelle et d'éducation permanente.

ORGANISATION DU SYSTEME EDUCATIF

L'enseignement national est sous la tutelle de six ministères chargés de : 1) l'enseignement primaire et secondaire ; 2) l'enseignement technique et professionnel ; 3) l'enseignement supérieur et universitaire ; 4) les affaires sociales « pour l'alphabétisation des jeunes et adultes » ; 5) la santé « pour la formation des infirmiers » ; et 6) la jeunesse « pour la formation professionnelle des jeunes » (RDC, 2015). Le système regroupe deux types d'écoles, publiques et privées. Dans les écoles publiques, on trouve les écoles officielles et conventionnées.

Les écoles officielles sont gérées par l'État alors que celles qui sont conventionnées sont gérées par les congrégations religieuses signataires d'une convention avec l'État. Les écoles privées ne bénéficiant pas de subvention de la part de l'État, toutes les charges financières reviennent aux parents.

EFFICACITE DU SYSTEME EDUCATIF

Le présent état des lieux de l'efficacité du système éducatif congolais se base sur les résultats du rapport d'État du système éducatif national financé par l'Unesco et l'Unicef en 2014 (Resen, 2014)³ et la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation de la RDC (période 2016-2025) (RDC, 2015)⁴.

Enseignement maternel ou préscolaire

Cet enseignement connaît depuis les années 2010 une expansion due à l'offre

³ RESEN, 2014.

⁴ (RDC, 2015) La stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation de la RDC, période 2016-2025

privée. Cette croissance ne se traduit pas par une amélioration de la qualité. Ainsi, on a enregistré un faible taux de scolarisation (4,2 % d'enfants de 3-5 ans en 2014). On observe également une forte disparité selon les provinces. À Kinshasa, on a enregistré un taux de 12,6 % d'enfants entre 3 et 5 ans et au Nord-Kivu seulement 1,5 %.

Enseignement primaire

Il connaît également une forte expansion des effectifs au cours de la dernière décennie. Le taux brut de scolarisation est passé de moins de 90 % en 2007 et a augmenté de 107 % (soit plus que doublé) en 2014. Cette expansion s'explique par la mise en place progressive, depuis 2010, de la politique de gratuité. Actuellement, avec l'effectivité de la gratuité, la situation semble s'améliorer, car l'école a accueilli pour la première fois un nombre important d'enfants non scolarisés en raison de la paupérisation de leurs parents.

Au Kasai, par exemple, la gratuité a permis à 150,082 enfants de regagner l'école au cours de l'année scolaire 2019-2020. Ainsi, le taux d'accroissement d'effectifs des élèves dans les écoles primaires de cette région se situe à 32%⁵.

Les données du Resen (2014) montrent un taux d'achèvement de 70 % au niveau national contre 29 % en 2002. Près de 44 % des effectifs inscrits en 1ère année du primaire sont hors âge officiel (6 ans révolus) et 11 % des effectifs sont des redoublants. Le taux de réussite à l'épreuve nationale de fin d'études primaires est supérieur à 80 % depuis 2006⁶.

Des évaluations des compétences réalisées pour le Resen (2014)⁷ révèlent que 50 % de l'échantillon réussit aux tests de lecture-compréhension et 36 % aux

5 <http://www.eduquepsp.net>

6 RESEN, 2014

7 RESEN, idem

tests d'expression écrite. L'évaluation de la qualification des enseignants montre que les diplômés d'études normales de quatre ans et de six ans représentent environ 93 % des effectifs.

Si, en 2014, les effectifs des élèves de 1ère année se situaient en moyenne autour d'une cinquantaine d'élèves par classe, actuellement, avec l'effectivité de la gratuité, ils dépassent la centaine.

Ce surpeuplement est dû à l'inadéquation entre les écoles publiques et la demande scolaire. La plupart des écoles publiques se trouvent aujourd'hui dans de mauvaises conditions et un début d'effort bien que peu significatif d'amélioration de l'architecture scolaire est fourni par les autorités.

Ces écoles sont confrontées à des problèmes de matériels didactiques et de manuels. Seules quelques rares écoles publiques actualisent de manière permanente leurs matériels didactiques.

Enseignement secondaire

Au niveau secondaire, le taux d'accès en première année est resté stable depuis 2006, autour de 48 %. On doit s'attendre, avec l'effectivité de la gratuité, à ce que ce taux d'accès puisse augmenter de manière considérable dans les cinq ans à venir.

Le pourcentage des élèves scolarisés dans le privé, qui avait plus que doublé au cours de la décennie 2010, passant de 11,2 % à 24,2 % en 2012, diminuera dans les cinq ans à venir à cause du déplacement des élèves du secteur privé vers le secteur public à la suite de la gratuité. Les proportions d'enfants en âge d'aller au secondaire premier cycle non scolarisés sont inférieures à celles du primaire.

Pour ce qui est du second cycle secondaire, les effectifs se sont accrus de 47 % entre 2006 et 2012.

À l'intérieur de ce cycle, les accroissements les plus importants ont été enregistrés, dans le secondaire général et normal, respectivement de 55 % et 52 %.

Par contre, les filières professionnelles et celles des arts et métiers ont vu leurs effectifs réduits, respectivement de moins de 8 % et de 24 %. Le taux brut de scolarisation au secondaire est de 38,3 % en 2012-2013.

Les garçons sont plus scolarisés que les filles dans ce niveau (61,2 % contre 38,8 % pour les filles). De même, la ville-province de Kinshasa est la plus scolarisée (59 %) et la province orientale est la moins scolarisée (24,6 %).

La situation des enseignants au secondaire est différente de celle du primaire pour ce qui est de la qualification. Seuls 17,4 % d'enseignants du secondaire public sont qualifiés (49 % dans le privé). De même, 63 % d'enseignants qualifiés sont en milieu urbain. Le ratio moyen élève-maître dans le secondaire est de 15% dans le secteur public.

En ce qui concerne les infrastructures, près de 60 % d'établissements n'ont pas de points d'eau et plus de 87 % n'ont pas l'électricité. On constate aussi que 38 % des salles de classe sont en terre ou en paille. Près de 3 % d'écoles ont des tables et des bancs en quantité suffisante et 37,3 % en ont plus que leurs besoins. Signalons aussi que l'enseignement général et l'enseignement normal représentent plus de 70 % des effectifs (respectivement 30,7 % et 39,7 %), l'enseignement technique et professionnel près de 30 %.

S'agissant de l'enseignement technique et professionnel, les constats suivants peuvent être faits :

1) absence de curricula et de programmes pertinents pour certaines filières ; 2) manque d'accompagnement pédagogique pour les formateurs ; 3) multiplication d'écoles professionnelles, avec un foisonnement de filières proposant partout les mêmes profils de formation aux apprenants ; 4) inadéquation des filières de formation professionnelle aux besoins de l'économie et aux réalités du marché de l'emploi ; 5) manque, déperdition et/ou vieillissement du personnel enseignant qualifié, etc.

En outre, ce niveau d'enseignement serait mal perçu par une frange de la population qui estime que ce type d'enseignement ne recueille que des élèves ayant échoué dans l'enseignement général. Cela nécessite de mettre en place des mécanismes d'attraction pour cet enseignement.

En ce qui concerne l'examen d'État (équivalent du baccalauréat français), on se rend compte que dans les éditions de la décennie 2010, on a enregistré des taux importants de réussite qui, dans la plupart des cas, dépassaient 50 % et avoisinaient 70 %. Si ces taux peuvent traduire directement l'efficacité interne de l'enseignement secondaire, la conclusion n'est pas la même lorsqu'on examine la qualité de ses réussites.

Ngub'usim, Enguta et Kakenza (2017) ont examiné la qualité des réussites à l'examen d'État 2013 et ont constaté que 14 % d'élèves avaient obtenu leur diplôme avec moins de 60 % de points, 25 % avec des points situés entre 55 et 59 % et 61 % avec moins de 55 %.

De telles analyses révèlent une faible mobilisation des compétences visées à ce niveau. Ainsi, le secondaire second cycle souffre de la défaillance du système d'orientation, d'une faible efficacité interne ainsi que de mauvaises conditions d'accueil et d'enseignement.

Depuis 2010, l'on assiste à une augmentation des centres d'éducation non formelle⁸. Le taux d'analphabétisme est élevé et se situe à 27,1 %. La proportion des femmes analphabètes est plus élevée que celle des hommes (39 % contre 14 %).

Le taux d'analphabétisme est plus élevé en milieu rural (38 %) qu'en milieu urbain (11 %). Près de 91 % de femmes sont alphabétisées à Kinshasa contre 51 % dans la province de l'Équateur. La proportion d'hommes alphabètes est la plus élevée à Kinshasa (97 %) et c'est au Nord-Kivu qu'elle est la moins élevée (80 %).

DEFIS DU SYSTEME EDUCATIF CONGOLAIS⁹

Le système éducatif congolais doit relever trois défis importants : développer l'accès et assurer l'équité de l'éducation, améliorer la qualité des apprentissages et améliorer la gouvernance et le pilotage du secteur de l'éducation (RDC, 2015).

Développer l'accès et améliorer l'éducation

Le défi le plus important à ce niveau est d'assurer la réussite totale de la mise en place de la gratuité de l'enseignement de base. Cette mise en place de la gratuité suppose de revaloriser le salaire des enseignants, afin de compenser la baisse de revenus due à la suppression de la prime de motivation qui était payée par les parents d'élèves.

La réussite de la gratuité exige aussi la construction de nouveaux bâtiments scolaires, afin d'augmenter la capacité d'accueil du

⁸ Le centre de rattrapage scolaire permet, grâce à un programme adapté, de réaliser un parcours primaire en trois ans au lieu de six. Pour donner un enseignement de qualité aux enfants, ils sont accueillis dans des classes de moins de trente élèves (...) ces classes peuvent également être utilisées pour des cours d'alphabétisation pour adultes (<http://fondation.cecilbarbierdelaserre.org/action/construire-un-centre-de-rattrapage-scolaire/>)

⁹ Les quatre objectifs du système éducatif congolais, selon Rapport d'Etat du Système Educatif Nation, RESEN-RDC 2015

système éducatif congolais. Les frais de fonctionnement versés par l'État doivent être majorés car ils sont actuellement insuffisants.

En ce qui concerne l'ESU, il y a nécessité de gérer la croissance d'étudiants dans les filières classiques et de diversifier l'offre de formation au niveau des filières professionnelles et technologiques.

Améliorer la qualité des apprentissages

Le défi de l'amélioration de la qualité des services éducatifs à tous les niveaux fait partie des plus grands défis du système éducatif congolais. Cette amélioration peut se faire à travers des politiques d'intrants : les manuels scolaires au primaire, les équipements pour les autres niveaux et la formation des enseignants dans tous les sous-secteurs. Il y a nécessité de renforcer l'assurance-qualité des structures éducatives.

L'amélioration de la qualité des apprentissages au primaire peut se faire à travers le développement des ressources humaines, le renforcement de l'encadrement pédagogique de proximité, l'amélioration de la gestion et du suivi de la qualité dans l'école, la réduction des redoublements et des abandons, l'amélioration dans l'apprentissage de la lecture, la mise en œuvre de la politique de production et de distribution des supports pédagogiques.

Au niveau secondaire, il y a nécessité de réformer les humanités pédagogiques et la formation des enseignants, de renforcer la synergie avec le ministère de l'Enseignement supérieur dans le cadre de la formation des enseignants et de former les enseignants du secondaire en tenant compte des besoins quantitatifs en enseignants.

Il faudrait rendre disponible le matériel didactique, réhabiliter et construire des laboratoires et des salles d'expérimentation,

optimiser et actualiser les programmes d'études (RDC, 2015).

Au niveau de l'enseignement supérieur et universitaire, les défis à relever se rapportent à l'amélioration de la gouvernance et à la qualité de la formation, à l'adéquation de l'offre avec les besoins, à la mise au point de plans stratégiques annuels dans les établissements, au recours aux TIC, à l'enseignement ouvert et à distance, à la mise en place progressive du système LMD, au renforcement de la recherche et à la diversification des sources de financements du secteur (RDC, 2015)¹⁰.

Améliorer la gouvernance

En ce qui concerne la gouvernance des établissements d'enseignement national, l'État doit initier des campagnes de changement des mentalités pour inculquer des valeurs civiques, morales, républicaines et démocratiques aux gestionnaires de ces établissements. L'État devra : 1) mettre en place des normes et des mécanismes transparents de gestion des ressources ; 2) améliorer les processus de planification, de régulation des flux pour garantir le développement équilibré du système éducatif ; 3) améliorer la gestion du personnel et des carrières ; et 4) renforcer l'autonomie des établissements d'enseignement (RDC, 2015).

Le système éducatif congolais, en dépit de son contexte de vulnérabilité à la suite des guerres et des instabilités politiques, fait preuve de résilience. Cette résilience n'a pas donné lieu à une forte efficacité, comme le montrent différents indicateurs. Pour pouvoir renforcer cette efficacité, trois stratégies sont souhaitables : développer l'accès et assurer l'équité de l'éducation, améliorer la qualité des apprentissages et améliorer la gouvernance et le pilotage du secteur de l'éducation (RDC, 2015).

Le but de la présente recherche est de

¹⁰ RDC (2015), Stratégies sectorielles de l'éducation et de la formation (2016-2025), Kinshasa, édition du Gouvernement, 2015.

déterminer dans quelle mesure les risques de corruption sont présents dans le secteur de l'éducation, en particulier ceux qui touchent les femmes, les filles et les groupes à risque de discrimination. Il sera en outre analysé comment ces risques affectent l'accès à l'éducation. Et la qualité de l'éducation en RDC, et empêchent ainsi la pleine réalisation du potentiel du système éducatif.

Il nous importe de retenir que la corruption restreint l'accès à l'éducation à tous les niveaux, du préscolaire à l'université. Elle génère une qualité médiocre, dont les personnes handicapées, les groupes économiquement défavorisés, les filles, les albinos et les pygmées sont les principales victimes, et elle sape les fondements d'une éducation de qualité pour tous.

CORRUPTION DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

La corruption au milieu éducatif devient un phénomène malheureusement le plus répandu dans nombreux établissements de l'enseignement tant scolaire qu'académique en République Démocratique du Congo, où les parents et/ou les apprenants font recours aux différentes formes de la corruption en versant notamment des pots-de-vin aux enseignants pour obtenir des résultats académiques favorables, même s'ils n'ont pas mérité ces notes.

En effet, il résulte de cela d'énormes conséquences sur le système éducatif dans son ensemble, car cela compromet la qualité de l'enseignement et de l'évaluation, et prive les méritants de la reconnaissance et de l'opportunité de poursuivre leur éducation de manière équitable.

LES FEMMES, FILLES ET AUTRES GROUPES EXPOSES AU RISQUE DE DISCRIMINATION

Il nous importe de noter que la présente étude s'engage à démontrer comment les différents risques de la corruption se propagent dans le secteur de l'éducation tout en démontrant comment la corruption expose certains groupes déjà qualifiés de vulnérable

à être plus marginalisés.

Les Femmes

Les femmes à travers l'histoire de la civilisation sont toujours considérées comme « êtres faibles » dans un monde dominé par un système qui repose sur la masculinité, elles font face aux inégalités et les violences basées sur le genre qui leurs sont imposées par le diktat de l'homme.

La corruption dans le secteur éducatif Congolais expose les femmes aux nombreux risques de discrimination. En effet, les femmes sont victimes des préjugés et leurs qualifications ou compétences sont les plus souvent remise en doute, la majorité de femmes sont victimes de sextorsion et harcèlement sexuel. En cas de refus elles sont souvent exclues en matière de recrutement ou de promotion.

Et même pour certains cas de femmes œuvrant dans le secteur de l'éducation, elles ne se voient pas protégées dans leurs conditions de travail. Par exemple : le cas des femmes enceintes qui pendant leurs grossesses se voient victimes des discriminations et des menaces de révocation et de non de paiement de leurs dû pendant les congés des maternités (comme en témoigne une enseignante).

Les Filles

Souvent victimes de sextorsion, les filles sont exposées aux discriminations venant pour la plupart de leurs enseignants, par exemple : « les points sexuellement transmissibles », les jeunes filles sont contraintes à avoir des rapports sexuels avec les enseignants pour avoir des bonnes notes ou passer des promotions ; une pratique que nous retrouvons plus dans les établissements de l'enseignement supérieur.

Dans cette catégorie en RDC comme dans beaucoup de pays en Afrique, nous retrouvons également le cas des filles enceintes et les filles-mères qui voient leur éducation en suspens suite à des nombreuses inégalités

liées à la corruption et au manque des mesures de protection et d'accompagnement des établissements de l'éducation.

AUTRES GROUPES

Les personnes vivant avec handicap

L'article 49 de la Constitution de la RDC dispose : « La personne du troisième âge et la personne avec handicap ont droit à des mesures spécifiques de protection en rapport avec leurs besoins physiques, intellectuels et moraux. »¹¹

En effet, en 2019, le Chef de l'Etat Felix Antoine TSHISEKEDI a nommé une ministre déléguée chargée des personnes vivant avec handicap pour assurer que leurs préoccupations sont prises en compte par le gouvernement, qui veut lutter contre toute forme de marginalisation et qui sera reconduite encore en 2024 dans le gouvernement Judith SUMINWA.¹²

Mais nous remarquons que le gouvernement Congolais n'assure pas son engagement et sa protection des personnes vivant avec handicap ; dans le secteur de l'éducation, la majorité de ces personnes ne bénéficie pas de l'aide gouvernementale, par exemple : la garantie légale d'accéder aux établissements des enseignements spécifiques (le cas des aveugles, les sourds et les muets...) en générale, les personnes handicapées peuvent être exposées à des formes spécifiques de corruption, telles que les abus et l'extorsion, lors de l'obtention d'un certificat d'invalidité.

Les Pygmées (peuples autochtones)

La RDC est un pays très diversifié et sa population environnant les 80 millions d'habitants est composée d'environ 250 groupes ethniques, dont beaucoup sont des groupes minoritaires parmi lequel nous retrouvons le peuple pygmée.

Le terme « Pygmée » désigne les populations souvent chasseuses et vivant dans des forêts équatoriales africaines, caractérisées par leur petite taille estimée entre 1,20 m pour les plus petits et 1,50m pour les plus grands, mais généralement reconnu grâce à leur mode de vie des autochtones. En RDC, la présence des peuples autochtones pygmées est signalée dans 21 sur 26 provinces que compte le pays.

Sur le plan de l'éducation ; l'extrême pauvreté des pygmées ne permet pas aux parents de supporter les frais de scolarisations de leurs enfants.

De surcroît, le programme ainsi que le calendrier ne tiennent pas compte de leur culture itinérante et de leur mode de vie saisonnier¹³. (Situation des peuples autochtones pygmées en RDC. Dynamique des Groupes des Peuples Autochtones).

Pourtant, leur accès à l'éducation est régi par la loi n°22/030 du 15 juillet 2022 Sur la promotion du droit à l'éducation des enfants autochtones pygmées dans son Art.22 qui soutient : sans préjudice des dispositions de l'Art 43 de la constitution, l'accès des enfants autochtones pygmées est obligatoire et gratuit à tous les niveaux de l'enseignement primaire, secondaire et de la formation professionnelle dans les établissements publics.¹⁴

Il est à noter que nonobstant, les textes juridiques clairement établi la réalité sur terrain reste à désirer et les enfants autochtones pygmées se voient encore comme sujet des discriminations et des inégalités sociales dans certains coins du pays dans le secteur de l'éducation.

¹¹ Constitution de la RDC du 18/02/2006, modifiée et complétée par la Loi n°11/002 du 20/01/2011, Titre II, Art 49.

¹² https://fr.m.wikipedia.org/wiki/irène_Esambo_Diata



MÉTHODOLOGIE

La présente section décrit la méthodologie utilisée pour recueillir les éléments de preuve nécessaires à la réalisation de l'évaluation du risque de corruption.

Comme dans toute mission de prestation de services, il est de notre devoir de présenter une démarche de la conduite de la mission sur terrain. Dans cette optique, nous allons présenter dans les lignes qui suivent la méthodologie d'intervention ainsi que les outils de collectes des données utilisés qui nous ont permis d'atteindre les objectifs et réaliser les résultats attendus.

METHODES UTILISEES

Nous avons utilisé la méthode de la recherche participative dans une approche quantitative et qualitative permettant une consultation des parties prenantes pour mieux saisir la portée des risques de corruption qui minent le secteur de l'éducation en République démocratique du Congo.

L'approche quantitative : cette approche nous a permis de collecter les données quantitatives moyennant le questionnaire semi-structuré.

L'approche qualitative ; qui consiste à collecter les données qualitatives à travers

les techniques d'observation participative, interviews, documentaires etc.

En effet, l'évaluation des risques de corruption ainsi que leurs niveaux d'impacts majeurs dans le secteur de l'éducation requiert l'organisation d'une série des activités de collecte des données auprès des diverses parties prenantes, selon qu'ils sont en lien direct ou indirect avec le secteur de l'éducation.

TECHNIQUES DE COLLECTES DES DONNEES

En vue de la mise à niveau des enquêteurs recrutés, une formation accélérée

a été organisée en leur faveur avant leur déploiement sur terrain, notamment sur la collecte des données tant qualitatives que quantitatives, y compris sur la compilation.

Comme nous l'avions-nous ci-haut démontré avec la combinaison de l'approche qualitative et quantitative qui débouche à la collection des données de ladite enquête. Nous avons fait appel à l'observation directe sur terrain, tant sur la population ciblée que d'autres non impliqués dans l'étude.

En effet, selon la technique de l'analyse documentaire, les ressources complémentaires proviennent de l'exploitation des documents écrits, y compris par internet.

La récolte des données s'est déroulée moyennant ces quelques techniques suivantes :

Analyse documentaire : faite par la consultation des diverses sources écrites telles que Le rapport d'Enquête sur la satisfaction des clients, utilisateurs des services sociaux de Base, Rapport des journées de célébration et de réflexion des personnes vivant avec Handicap et autres vulnérables en RDC, par Leadership Academia University, Décembre 2019, etc., y compris ceux disponibles sur Internet. Ceci nous a permis de réunir des informations existantes sur le sujet sous examen, pour enrichir la recherche.

Observation directe : consistant à apprécier les attitudes à travers les gestes et les expressions faciales, y compris un regard attentif sur les conditions de vie des parties prenantes.

Les interviews réalisées : moyennant le Questionnaire sur une Fiche utilisée comme guide d'entretiens préparé à l'avance. Elle est composée de 75 Questions structurées et se semi-structurées au total, liées à chacun des 4 axes prioritaires ou domaines. Les questions sont en grande partie à répondre à choix-multiple, pendant qu'aux autres on pouvait choisir plusieurs assertions comme réponses

à la même question, y compris le complément selon sa propre opinion.

On a posé aussi quelques questions ouvertes en remplissant les pointillés avec les propres termes du répondant. Les diverses parties prenantes ont été abordées selon un choix au hasard, bien que nous ayons définis à l'avance les catégories sociales et professionnelles de la population-ciblée dans l'enquête.

En vue de la mise à niveau des enquêteurs recrutés, une formation accélérée a été organisée en leur faveur avant leur déploiement sur terrain, notamment sur la collecte des données tant qualitatives que quantitatives, y compris sur la compilation.

PROCESSUS D'ECHANTILLONNAGE

Au préalable nous avons déployé des enquêteurs pour prendre des contacts informels avec les personnes vulnérables qui sont souvent victimes de la corruption dans le secteur de l'éducation. Il s'agit des : femmes/ Filles, personnes handicapées, albinos, pygmées et les groupes économiquement défavorisés, y compris les personnes vivant avec la drépanocytose. Ce choix est motivé par la mise en confiance utile à un sujet sensible comme la corruption.

Nous avons effectué des visites éclairées d'annonce de l'enquête à titre préventif de la résistance ou réticence, car les gens seraient dans la peur de dire la vérité au risque d'exposer certaines personnes dont les postes sont de loin ou de près liés à la corruption. Parti d'une estimation de l'échantillon jusqu'à 600 personnes attendues dans l'enquête, nous avons revu à la baisse jusqu'à ce qu'on arrive avec la taille d'échantillon de 250 enquêtés à terme.

La méthode de choix de l'échantillonnage est celle dite aléatoire. On a procédé par l'identification de la population-cible en fonction de leurs rôles et responsabilités dans le secteur de l'éducation notamment en qualité des parties prenantes. Ce sont : les Enseignants, les Administratifs, les Parents,

les Etudiants/les Elèves, les Syndicalistes, les Gestionnaires, les Inspecteurs-Contrôleurs et les membres de la Société Civile.

Notons que dans la compilation et la présentation des résultats dans des Tableaux, on a tenu au respect du genre et à désagréger tous les effectifs de ces parties prenantes par genres, ainsi que par les tranches d'âges.

LIMITE DE CONCEPTION DE L'ENQUETE

1. Limite liée à la taille de l'échantillon et le nombre élevé des questions (75) on avait surestimé le nombre de 600 personnes à atteindre pendant une si courte durée de l'étude. Cependant, l'étude en ligne aurait facilité d'atteindre le nombre plus grand des gens en temps réel.
2. La voie de sortie était d'arrêter à 250 personnes enquêtées et revoir à la baisse le nombre des questions d'entretien, y compris la spécificité des parties prenantes de répondre qu'aux questions les concernant.

3. Limite liée à la couverture géographique de l'étude : la couverture de toute la ville province de Kinshasa était une surestimation, car la capitale est constituée d'une plus vaste étendue située dans les communes périphériques de N'sele et de Maluku. Au moment de la planification, on n'avait pas tenu compte de l'accessibilité limitée suite à l'insécurité et à cause des routes impraticables.

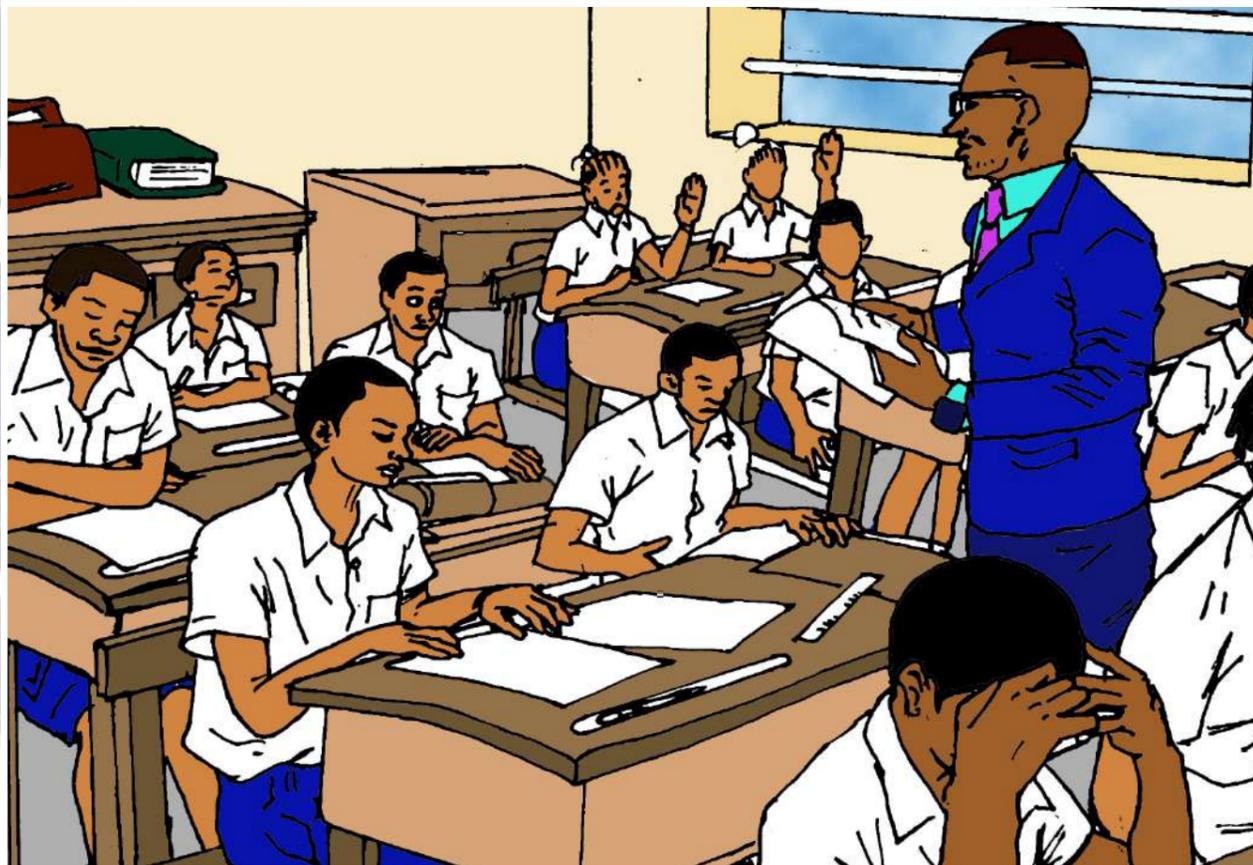
4. Limite de la sensibilité du sujet de l'étude : car en interrogeant, la peur de dénoncer des personnes occupant des positions d'autorités pouvaient faire recours aux représailles sur les subalternes.

La confidentialité était garantie par l'anonymat des répondants et la mise en confiance à l'étape. Préparatoire du terrain.

Au regard de ce qui précède, l'enquête a couvert en majorité les milieux urbains et péri-urbains de la ville province de Kinshasa. La collecte de données s'est faite par interview directe c'est-à-dire auprès de chaque répondant.

DESCRIPTION DES RÉSULTATS

Après l'analyse de la documentation, des données recueillies sur terrain et après avoir interviewé diverses parties prenantes, nous sommes arrivés aux résultats suivants :



PROFIL DES REpondANTS

A l'issue de notre enquête nous avons fini par sélectionner au total un nombre de 250 répondants de diverses catégories, ce qui nous a permis de connaître le taux de participation en termes de pourcentage, ainsi qu'à identifier les parties prenantes et les désagréger par genre, niveau d'études, tranche d'âges, milieu de résidence.

Par genre

Genre	Effectif	Pourcentage
Hommes	135	54%
Femmes	115	46%
Total	250	100%

Dans l'ensemble de répondants ayant pris part dans notre enquête, nous remarquons un déséquilibre du genre. La plus grande participation est celle des hommes avec un taux de 54% contre 46% des femmes.

Par niveau d'études

Niveau d'étude le plus élevé	Effectif	%
Analphabète	1	0.4
Primaire	2	0.8
Certificat d'étude Primaire	4	1.6

Brevet de cycle d'orientation	2	0.8
Ecole Normale (D4)	2	0.8
Post-primaire	14	4.6
Certificat du centre professionnel	13	5.2
Diplôme d'état	82	32.8
Graduat	69	27.6
LMD	9	3.6
Licence (L2 ou B+5)	39	15.6
Master	7	2.8
Doctorat (Ph.D.)	6	2.4
Autres (à préciser)	0	0
TOTAL	250	100

Le résultat de ce tableau nous montre que le niveau d'étude le plus élevé se penche sur les répondants ayant obtenu un diplôme d'Etat avec un taux de 32,8%, suivi de 27,6 des gradués (B+3) et 15,6% des Licenciés (L2 ou B+5).

Les analphabètes ne représentent que 0,4%.

Par tranche d'âges

Tranche d'âges	Effectifs	Pourcentage
15 - 35 ans	99	39.6
36 - 50 ans	84	33.6

51 – 60 ans	40	16
61 à plus	27	10.8
Total	250	100

Le résultat de ce tableau nous donne un aperçu sur le taux de la participation hommes/femmes des différentes parties prenantes selon le rôle dans la société, ainsi cet exercice nous a permis de collecter les avis des femmes et des hommes de manière séparée ou réunie autour de la question de la corruption dans le secteur de l'éducation.

La majorité de personnes interrogées, soit 76% estiment que la corruption dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo a augmentée, tandis que 20% pensent que le niveau de la corruption reste stable dans le secteur de l'éducation durant les 5 dernières années.

En désagrégeant par genre, 88 des 115 femmes soit 76,5% interrogées jugent le niveau a « augmenté » contre 103 sur les 135 hommes soit 78 % interrogés qui pensent la même chose.

Les Principaux moteurs de corruption

Principaux moteurs de corruption	Nombre de Réponses Obtenues	%
Situation économique volatile	159	38.13%
Patronage politique	26	6.23%
Faiblesse des mesures de responsabilité et de transparence	30	7.19%
Mauvais processus de passation de marché et d'audit	19	4.55%
Echec de l'application des cadres juridiques et institutionnels	49	11.75%
Manque d'application de procédures et de règlements	29	6.95%
Absence des mécanismes de suivi, de responsabilité et de transparence pour le personnel de l'éducation	55	13.18%
Absence de participation (ou participation limitée) du personnel enseignant, des conférenciers, des étudiants, des parents et d'autres représentants de la société civil à la gestion des écoles / établissements d'enseignement supérieur.	50	11.99%
TOTAL	417	100%

Par milieu de résidence

Milieu de Résidence	Effectif	Pourcentage
Rural	18	7.2
Péri urbain	78	31.2
Urbain	144	61.6
Total	250	100

Sans surprise le milieu urbain se trouve à la tête du sondage avec 61%, cela se justifie par la concentration et le taux élevé des établissements de l'éducation qui attirent le regard et dont les impacts de la corruption touchent de manière directe la majorité de nos répondants.

EVOLUTION DE LA CORRUPTION DANS LE SECTEUR DE L'EDUCATION

D'amblée, nous avons voulu situer le Niveau actuel de la corruption par rapport aux 5 dernières années dans la perception générale de la corruption dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo

Le niveau actuel de la corruption par rapport aux cinq dernières années.

Réponses	Effectif	Pourcentage
Augmenté	190	76%
Stable	50	20%
Baissé	10	4%
Total	250	100%

Un grand nombre de personnes interrogées soit 38,5% estiment que la situation économique du pays est le plus grand moteur de la corruption dans le secteur de l'éducation tandis que 13.18% estiment que le manque de mécanisme de suivi, de responsabilité et de transparence pour le personnel de l'éducation est le plus grand moteur de la corruption dans le secteur de l'éducation.

Signalons ici qu'il s'agit d'une des questions dont nos 250 répondants avaient la possibilité de choisir plus d'une réponse ; et pour obtenir la moyenne nous avons dû diviser le Nombre des réponses obtenues sur le Total de réponses obtenues multiplier par 100.

Les formes de corruption les plus courantes dans le secteur de l'éducation

Forme de corruption les plus courantes	Nombre des réponses obtenues	%
Pot -de- vin	176	39.37
Népotisme	78	17.44
Faveur sexuel	42	9.39
Copinage	13	2.90
Absentéisme	9	2.01
Détournement de fonds	40	8.94
Manipulation politique	89	19.91
Autres (à préciser)	0	0
Total	447	100%

Selon notre enquête, il ressort que 176 personnes soit 39,37% pensent que le Pot-de-vin (ou des cadeaux) est la plus grande de toutes les formes de la corruption dans le secteur de l'éducation, suivi de 78 personnes soit avec 17,44 % qui citent la manipulation politique, après viennent 42 personnes soit 16,55% qui déclare que le Népotisme ; 42 personnes soit 9,39% disent que ce sont les faveurs sexuelles. Ensuite 40 personnes soit 8,94 % parlent de détournement de fonds. 13 personnes soit 2,90% disent que c'est le copinage, ensuite 9 personnes soit 2,01% ont dit que c'est l'absentéisme.

Quels sont les impacts majeurs de ces formes de corruption dans le secteur de l'éducation ?

La corruption dans toutes ses formes n'a que pour impact la nuisance et la détérioration d'un ordre établi, la corruption dans le secteur de l'éducation occasionne la dépravation des mœurs et la désorientation de l'éthique et déontologie auprès du personnel des établissements scolaires.

Il y a eu diverses réponses qualitatives à cette question. Ils indiquent généralement que la corruption conduit à un sous-financement du secteur de l'éducation, ainsi qu'à une diminution de la qualité des services et enseignements.

« Les enfants des parents pauvres qui ne payent pas sont exclus. »

« Il détourne le fond et ils ont les difficultés pour payes les enseignants »

« Perte de la qualité de l'éducation »,

« Désorientation des apprenants »

« Démotivation de la culture excellence. »

« Les élèves n'auront pas un bagage intellectuel de qualité requise. »

« Les enfants qui sont issus des études sont inaptes au travail »

« Les enfants qui n'ont pas versé la corruption sont marginalisé »

« Les enfants qui ont pratiqué la corruption deviendront des valeurs des fonds publics à l'âge adulte »

« Les enfants qui sortent du système éducatif gangréné par la corruption, ont souvent un faible niveau »

Organisation/ institution devant s'occuper de la corruption dans le secteur de l'éducation

Organisation/Institution devant s'occuper de la corruption	Nombre de Réponses Obtenues	%
Ministère de l'enseignement Primaire, Secondaire et Technique et services connexes	199	29.5
Ministère de la formation professionnelle et Apprentissage et ses services connexes	54	8.01
Ministère des affaires Sociales et ses services connexes	28	4.15
Les Assemblées Nationale et Provinciales	48	7.12
Ministères provinciaux l'éducation	29	4.30
Les Cours de Compte	14	2.07
Inspection Générale de Finance	29	4.30
Les Cours et tribunaux	26	3.85
La police Nationale Congolaise	26	3.85
Les chefs d'établissement	51	7.56
Les Comités des Parents	92	13.64
La Société civile	61	9.05
Autres (à Préciser) /Enseignement Supérieur et universitaire	17	2.52
Total	674	100 %

A la lecture de tableau il ressort que l'organisation / Institution devant S'occuper de la corruption dans le secteur de l'éducation, la responsabilité en priorité revient au Ministère de l'Education Nationale et Nouvelle Citoyenneté, avec 199 personnes soit 29,5%. 92 personnes soient 13,64% estiment que c'est les comités des parents se trouvant au niveau de chaque école qui devraient s'occuper de la corruption. En République Démocratique du Congo, les comités de parents ont aussi une mission de veiller à la bonne gestion des fonds alloués aux écoles publiques.

Ce qui fait qu'ils peuvent aussi contribuer à la lutte contre la corruption dans les écoles publiques.

Au moins 61 personnes interrogées ont également souligné le rôle de la société civile. Ces réponses indiquent qu'il pourrait y avoir un soutien en faveur d'une approche multipartite pour lutter contre la corruption dans le secteur de l'éducation, impliquant tous ces différents acteurs.

AXE PRIORITAIRE 1

ADMISSION ET INSCRIPTION

Après l'analyse de la documentation, des données recueillies sur terrain et après avoir interviewé diverses parties prenantes, nous sommes arrivés aux résultats suivants :

Les Formes possibles de la corruption dans le processus d'admission ou d'inscription

Les formes possibles de la corruption dans le processus d'admission ou d'inscription	Effectif	Pourcentage
Pot-de-vin et cadeau en nature	186	56.53
Népotisme	55	16.71
Copinage	35	10.63
Faveur sexuel	42	12.76
Autres (à préciser)	11	3.34
Total	329	100%

Avec un pourcentage de 56,53% des personnes interrogées, nos répondants estiment que le versement de pots de vins est une pratique de la corruption la plus répandue lors du processus d'admission de l'élève ; tandis que 16,71% des personnes interrogées pensent que le Népotisme fait partie des formes possibles de corruption qui se déroulent lors de l'admission d'un élève à l'école ou un étudiant dans un établissement académique public.

Probabilité que les femmes et les filles soient exposées à la corruption lors de l'admission et inscription.

Probabilité que les femmes et les filles soient exposées à la corruption lors de l'admission et inscription.	Effectif	Pourcentage
Minimale	6	1,8
Faible	35	10,63
Moyenne	80	24,31
Elevée	85	25,84
Maximale	20	6,08
Sans réponse	24	7,39
Total	250	100%

Sur les personnes interrogées, 25,84% estiment que la corruption est élevée lors du processus de l'admission et inscription dans plusieurs établissements de l'enseignement public de la Ville de Kinshasa. 24,84% estiment que la corruption est moyenne, alors que 6,08% déclarent que la corruption est maximale.

La Probabilité pour les autres personnes vulnérables à être exposées à la corruption

La Probabilité pour les autres personnes vulnérables à être exposées à la Corruption	Effectif	Pourcentage
Minimale	13	3,95
Faible	47	14,28
Moyenne	80	24,31
Elevée	65	19,75
Maximale	15	4,55
Sans réponse	30	9,11
Total	250	100%

Les avis sur cette question se sont partagés entre 80 répondants soient 24,31% de nos interrogées qui estiment que cette probabilité de la corruption pour les autres personnes vulnérables à être exposé à la corruption reste moyenne tandis que le 19,75% des personnes interrogées ont répondu que cette probabilité est élevée.

Quel est l'impact de la corruption en matière d'admission ou d'inscription sur le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo ?

L'admission et inscription sous le joug de la corruption est devenue un luxe dont l'accès ne se montre pas égal et équitable au sein de certains établissements publics de l'éducation en République Démocratique du Congo.

Les réponses à cette question ont réitéré les risques que la corruption dans les admissions entraîne une baisse de la qualité des enseignements et laisse place à la détérioration du bon fonctionnement des établissements publics de l'éducation.

Selon quelques réponses retenues des répondants : la corruption a tendance à :

« Ajouter certains frais supplémentaires au-delà des frais d'inscriptions fixés par les autorités compétentes »

« Instaurer certaines mauvaises pratiques telles que l'obligation des achats des fournitures scolaires et autres objets classiques au sein des établissements scolaires à des prix parfois non conventionnels »

« Occasionner la marginalisation des personnes vivants avec handicap et autres groupes des personnes à faible revenu »

Comment les femmes sont-elles affectées par la corruption en matière d'admission ou d'inscription en République Démocratique du Congo ?

Sur 102 personnes ayant répondu à cette question, 49 ont déclaré que les femmes couraient un risque de sextorsion.

« Les femmes peuvent faire l'objet de menaces sexuelles. »

« Elles sont obligés à avoir les rapports sexuels »

« Elles font l'objet d'harcèlement sexuel, s'il n'y a pas d'argent »

« Favoriser certaines personnes moins méritantes à être admis ou inscrit au détriment des méritantes suite notamment : aux pots de vins versés, au népotisme, aux faveurs sexuelles fourni par certaines femmes et filles »

Les vastes répercussions sociales de la corruption lors de l'admission ont été soulignées par plusieurs personnes interrogées.

« Des inégalités de droits, de chances et de genres qui persistent entre les hommes et les femmes »

« La marginalisation et l'isolement comme les cas des filles enceintes et filles-mères »

« Il existe également des preuves que certains répondants avaient leurs propres normes de genre négatives ».

« Elles s'exposent souvent par le fait qu'elles sont indécises »

Comment les autres groupes vulnérables (par exemple les personnes handicapées, les groupes économiquement défavorisés et les filles) sont-ils affectés par la corruption dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo ?

Les réponses à cette question ont indiqué que les groupes exposés au risque de discrimination sont également confrontés à la corruption. Cela peut les affecter gravement en raison de l'exploitation de facteurs de vulnérabilité tels que la pauvreté ou le handicap.

« Ils sont cibles des préjugés, On les discrimine beaucoup parfois on leurs refuse d'admission après la confirmation de test »

« Ils sont vulnérables par le manque d'argent. »

« Ils prennent compte de leurs incapacités physiques et se livrent à la sexualité »

Néanmoins, certains répondants estiment que les risques et les impacts auxquels sont confrontés les groupes vulnérables n'étaient pas différents de ceux auxquels sont confrontés les autres.

« Les impacts peuvent conduire à une marginalisation encore plus grande ».

« Les groupes sont défavorisés »

« C'est lorsque la société les considère souvent comme des personnes incapables »

« Difficulté d'accès à l'inscription les enfants dont les parents sont économiquement vulnérables »

AXE PRIORITAIRE 2 : FUITES ET TRICHERIES AUX EXAMENS

Les formes possibles de la corruption dans le processus d'examen

Les formes possibles de la corruption dans le processus de l'examen	Réponses obtenues	Pourcentage
Fraude	63	17,40
Pot-de-vin	137	37,84
La tricherie	87	24,03
Collusion	15	4,14
Le plagiant	25	6,90
Autres (à préciser)	3	0,82
Sans réponse	5	8,83
Total	335	100

Avec une majorité de 37% des réponses obtenues, le pot-de-vin représente la forme de corruption la plus répandue dans le secteur de l'éducation et surtout dans le processus de passation des épreuves (examens), tandis que la tricherie pendant les épreuves représente 24,03% une pratique très fréquente en milieu scolaire.

Risque de Corruption associé aux procédures de l'examen	Réponses obtenues	Pourcentage
Les systèmes d'examen ne sont pas suffisamment renforcés	88	25,07

Des pots-de-vin sont versés aux administrateurs de l'éducation, aux professeurs	141	40.17
Les femmes et les jeunes filles sont susceptibles de se livrer à la corruption sexuelle	82	23.36
Autres (à préciser)	0	0
Sans réponse	40	11.39
Total	351	100

Risque de Corruption associé aux procédures de l'examen

En effet, 40,17% estiment que les risques de corruption associées aux procédures d'examen sont les pots de vin versés aux administrateurs et aux professeurs. Cette pratique se déroule particulièrement lors de la passation des examens de fin d'étude secondaire ou des élèves et certains responsables des écoles donnent des pots de vin aux responsables des institutions éducatives pour faire réussir les élèves de leurs écoles.

A l'occurrence 25,07% des personnes interrogées estiment que les systèmes de surveillance des examens ne sont pas suffisamment renforcés car parfois il y a des copies d'examens qui sont déjà vendus aux élèves avant le début de l'examen.

Probabilité de corruption lors de la passation des examens

Probabilité de corruption lors de la passation des examens	Effectif	Pourcentage
Minimale	6	2.4
Faible	19	7.6
Moyenne	74	29.6
Elevée	105	42

Maximale	16	6.4
Sans réponse	30	12
Total	250	100

Comme on peut le constater, 42% des répondants estiment que la probabilité de corruption dans le processus de passation des examens reste élevée tandis que 6,4% estiment que la probabilité est maximale. En effet, ce qui souligne que les apprenants ne se donnent pas sérieusement aux préparations des examens, car ils se livrent à la corruption en soudoyant les surveillants et les examinateurs.

Probabilité de corruption lors de système d'examens pas suffisamment renforcés

Probabilité de corruption lors de système d'examens pas suffisamment renforcés	Effectif	Pourcentage
Minimale	4	1.6
Moyenne	21	8.4
Faible	73	29.2
Elevée	103	41.2
Maximale	12	4.8
Sans réponses	37	14.8
Total	250	100

La probabilité de corruption pendant la passation des examens dans les établissements (Ecoles, Instituts ou Universités) est « élevée » selon notre enquête à 41,2% soit la majorité.

Le résultat de ce tableau dénonce les diverses failles que le système de surveillance des examens présente dans le secteur de l'éducation. En effet, quand ce système d'organisation et de la surveillance des examens ne sont pas suffisamment renforcés cela occasionne les pratiques de la corruption et qui n'auront que pour résultat la désolation du secteur de l'éducation.

La Probabilité de Pot-de-vin versé aux administrateurs et enseignants pendant les examens

Probabilité de Pot-de-vin versé aux administrateurs et enseignants pendant les examens	Effectif	Pourcentage
Minimale	7	2.8
Faible	11	4.4
Moyenne	63	25.2
Elevée	111	44.4
Maximale	19	7.6
Sans réponse	39	15.6
Total	250	100

La probabilité pour cette question : en premier lieu est élevée à 44,4%, la deuxième est Moyenne à 25,2%, la troisième est Maximale à 7,6%, la quatrième est faible avec à 4,4% et enfin la Cinquième est Minimale à 2,2%.

Notons qu'un pourcentage de 15,6 n'a pas répondu à cette question, probablement par ce que la plupart de répondants ignorent le comportement des administrateurs et les enseignants pendant les examens.

Risque de ciblage pour les faveurs sexuelles pour les femmes et les filles

Risque de ciblage pour les faveurs sexuelles pour les femmes et les filles	Effectif	Pourcentage
Maximale	4	1.6
Faible	11	4.4
Moyenne	52	20.8
Elevée	128	51.2
Maximale	19	7.6
Sans réponse	36	14.4
Total	250	100

Les risques pour les étudiants en particulier, les femmes/filles en soient ciblées pour les faveurs sexuelles pendant les examens s'échelonne comme suit :

Premièrement 5,2% classent au niveau Elevé. Deuxièmement, 20,8% placent au niveau Moyen. Troisièmement, 7,6% donnent le niveau Maximal. Quatrièmement, 4,4 au niveau Faible. Cinquièmement, 1,6 indique le niveau Minimal. Constant est fait 14,4 sont restés sans réponses.

Niveau d'impact attendu pour ces formes de corruption

Niveau d'impact attendu pour ces formes de corruption	Effectif	Pourcentage
Faible Impact	8	3.2
Impact Négligeable	9	3.6
Impact moyen	26	10.4
Impact significatif	114	45.6
Fort Impact	56	22.4
Sans réponse	37	14.8
Total	250	100

Les niveaux d'impact selon les échelles sont classés comme suit Significatif à 45,6%.

On note que 14,8% sont restés sans réponse à la question.

Impact du niveau de corruption lorsque les systèmes d'examen ne sont pas suffisamment renforcés

Impact du niveau de corruption lorsque les systèmes d'examen ne sont pas suffisamment renforcés	Effectif	Pourcentage
Faible Impact	15	6
Impact Négligeable	6	2.4
Impact moyen	17	6.8
Impact significatif	93	37.2

Fort Impact	75	30
Sans réponse	44	17.6
Total	250	100

La majorité de nos répondants soit 37.2%, estime que le niveau de la corruption lorsque les systèmes d'examen ne sont pas renforcés reste « Significatif » et d'ailleurs 30% des répondants pensent que le niveau d'impact est « Fort ».

Cela revient à dire que tant que les systèmes d'examen ne seront pas suffisamment renforcés les impacts de la corruption liée aux systèmes d'examen seront toujours très courant et les risques seront intensifiés.

Niveau d'Impact attendu lors que le pot-de-vin sont versés aux administrateur et enseignants

Niveau d'Impact attendu lors que le pot-de-vin sont versés aux administrateur et enseignants	Effectif	Pourcentage
Faible Impact	7	2.8
Impact Négligeable	9	3.6
Impact moyen	15	6
Impact significatif	114	45.6
Fort impact	66	26.4
Sans réponse	39	15.6
Total	250	100

Comme nous pouvons le remarquer, le pot-de-vin étant la forme de corruption la plus courante dans le secteur de l'éducation. Ici, dans ce tableau la majorité de nos répondants au nombre de 114 soit la moyenne de 45.6% de nos répondants nous avertit de nous attendre avec un niveau d'impact de la corruption « Significatif » lorsque le pot-de-vin sont versés aux administrateurs et enseignants qui organisent les examens.

Niveau d'impact de fuite d'examen et autres formes de tricherie sur les femmes et les filles

Niveau d'impact de fuite d'examen et autres formes de tricherie sur les femmes et les filles	Effectif	Pourcentage
Faible Impact	8	3,2
Impact Négligeable	11	4,4
Impact moyen	21	8,4
Impact significatif	110	44
Fort Impact	60	24
Sans réponse	40	16
Total	250	100

Le résultat de l'enquête indique que les fuites d'examens et toutes autres formes de tricherie sur les filles sont fréquents, en effet 110 répondants soulignent que cette pratique de la corruption a un niveau d'impact significatif et qui est corroborée par 60 autres répondants soit 24% qui estiment même le niveau d'impact est Fort.

En résumé, cette section donne les informations pour sonner l'alerte précoce sur la façon dont la fraude et la tricherie sont à la base de la dégradation très avancée et la qualité de l'éducation tel que reconnue par la majorité des répondants.

La pratique de corruption par le pot-de-vin y compris par la forme de faveurs sexuelles qui sont endémiques dans le secteur de l'éducation est en train d'accroître les risques majeurs dont les femmes et filles sont les plus exposées aux conséquences néfastes

Quels sont les impacts de la corruption liée aux examens dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo ?

Des nombreuses réponses à cette question indiquent que la corruption dans les examens entraîne une baisse globale de la qualité de récupération.

« Plus des réussites moins des récupérés, c'est-à-dire les compétents »

« Nos diplômes ne sont pas connus au niveau international »,

« La moyenne de nos élèves baisse la fiabilité de l'éducation »

« L'augmentation de taux de redoublement et à l'abandon scolaire. La qualité et la quantité sont altérées »

« Les élèves ne prennent plus leurs études au sérieux »

« Le favoritisme, beaucoup d'élèves réussissent sans avoir le niveau »

« Favoritisme les uns au détriment des familles défavorisées, inégalité des chances d'être retenu. »

Les réponses à cette question confirment l'opinion des personnes interrogées selon laquelle la corruption dans le secteur de l'éducation a des conséquences négatives sur le marché du travail au sens large.

« Les diplômés ou certifié sont nombreux à obtenir mais difficile de trouver du travail. Donc chômage des diplômés »

« Les examens ont une note de 100% de réussite, sont attribués à l'école qui corrompt »

Comment les femmes et les filles sont-elles affectées par la corruption pendant les examens en République Démocratique du Congo ?

Certaines réponses à cette question indiquent une nouvelle fois un risque sérieux de sextorsion dans le domaine des examens.

« Les examinateurs abusent de leurs autorités pour exploiter certaines femmes et les filles »

« Abus sexuel par les enseignants à cause des points. »

« Les abus sexuels les exposent aux grossesses précoces et IST/SIDA »

« Les examinateurs hommes peuvent faire le harcèlement sexuel. »

Encore une fois, certains répondants semblaient avoir des préjugés négatifs à l'égard des femmes.

« Leur état d'esprit faible »

« Elles peuvent aller jusqu'à se prostituer. »

Comment les autres groupes vulnérables (par exemple les personnes handicapées, les groupes économiquement défavorisés et les filles) sont-ils affectés par corruption lors des examens dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo ?

Les répondants à cette question ont largement indiqué que la corruption lors des examens conduisait également à la marginalisation des groupes vulnérables.

« Les groupes vulnérables sont souvent exclus ou renvoyés »

« D'autres groupes sont obligés à corrompre aussi »

« Les groupes vulnérables sont contraints à user de la corruption comme tout le monde. »

AXE PRIORITAIRE 3 : RECRUTEMENT DU PERSONNEL

Formes possibles de corruption dans le processus de recrutement du personnel

Formes possibles de corruption dans le processus de recrutement du personnel	Réponses obtenues	Pourcentage
Pot-de-vin	75	24.11
Népotisme	47	15.11
Favoritisme	43	13.82
La fraude	16	5.14
Autres (à préciser)	4	1.28
Sans réponse	126	40.51
Total	311	100

La forme de corruption la plus pratiquée dans le processus de recrutement du personnel dans le secteur de l'éducation est « *le versement de pot de vin* » comme le témoignent 24.11% de nos répondants; il se remarque aussi une pratique de la corruption très répandue « le Népotisme » en effet, au détriment de la compétence des certains candidats sérieux au recrutement de personnel les recruteurs favorisent les membres de leurs familles, de leurs tribus sans profil ou qualité requise aux postes sollicités.

On constate également un nombre de 126 sans réponses, ce qui se justifie la sensibilité de la question que laisse à croire que la majorité de nos répondants sont des enseignants dont beaucoup ont fait recours à cette pratique et ont préféré s'abstenir à répondre à cette question.

Risques de corruption associée aux processus de recrutement du personnel

Risques de corruption associée aux processus de recrutement du personnel	Effectif	Pourcentage
Le recrutement du personnel n'est pas fondé sur le mérite	88	35.2
Les femmes sont sensibles à la sextorsion	18	7.2
Transfert de personnel	10	4
Promotion du personnel	4	1.6
Autres (à préciser)	1	0.4
Sans réponse	129	51.6
Total	250	100

Visiblement les risques sont énormes quand les candidats et les recruteurs se livrent dans la pratique de la corruption en effet, avec 35,2% le manque de la méritocratie s'avère être le plus grand risque qui pèse dans le secteur de l'éducation mais aussi pour être recrutées les femmes sont cibles de harcèlement sexuel et de discrimination de genre.

Rappelons que la majorité de nos répondants sont les membres de personnel dans ce secteur s'abstiennent à répondre et d'autres catégories telle que les parents, les élèves sont exclus du processus et ne préfèrent pas émettre leurs points des vues concernant cette question, cela justifie les 129 sans réponses.

Probabilité de corruption lors de recrutement du personnel

Probabilité de corruption lors de recrutement du personnel	Effectif	Pourcentage
Minimale	8	3.2
Faible	11	4.4
Moyenne	41	16.4
Elevée	49	19.6
Maximale	17	6.8
Sans réponse	124	49.6
Total	250	100

La probabilité de la corruption lors de recrutement du personnel de l'éducation reste « élevée » en effet, certains de nos répondants estiment même qu'elle est « maximale ».

Le résultat de notre enquête dénonce la fragilité du processus de recrutement dans ce secteur. Manifestement, les mesures d'alerte de la corruption avant, pendant et après ce processus sont quasi inexistantes et cela ouvre grandement la porte à toutes pratiques de corruption tout au long du processus.

A noter le 124 sans réponses résultent du fait que beaucoup de nos répondants ne se sentent pas concernés par cette question parce qu'ils ne participent pas de manière directe au processus de recrutement du personnel.

Probabilité de corruption pendant le recrutement du personnel sans méritocratie

Probabilité de corruption pendant le recrutement du personnel sans méritocratie	Effectif	Pourcentage
Minimale	6	2.4
Faible	11	4.4
Moyenne	33	13.2
Elevée	51	20.4
Maximale	17	6.8

Sans réponse	132	52.8
Total	250	100

A noter que dans le précédent tableau le manque de méritocratie dans le processus de recrutement du personnel a été désigné comme le plus grand des risques que court le secteur de l'éducation, en effet il s'avère qu'avec la moyenne de 20,4% des réponses obtenues, le présent tableau atteste que la probabilité est « élevée » que les non-méritants qui se livrent dans les pratiques de corruption telles que le versement de Pot-de-vin et le Népotisme obtiennent les postes au détriment des personnes qualifiées et compétentes.

Risques de corruption pour les femmes susceptibles des abus sexuel

Risques de corruption pour les femmes susceptibles des abus sexuels	Effectif	Pourcentage
Minimale	5	2
Faible	7	2.8
Moyenne	28	11.2
Elevée	53	21.2
Maximale	21	8.4
Sans réponse	136	54.5
Total	250	100

Pendant le processus de recrutement du personnel dans le secteur de l'éducation les femmes sont de plus en plus victimes de harcèlement et des abus sexuels dont les bourreaux ne sont d'autres que leurs recruteurs ; déjà on peut constater que les postes des recruteurs sont occupés pour la plupart par des hommes. Mais il y a lieu de noter que dans un autre sens les femmes se livrent elles-mêmes en échangeant le sexe à l'accès au poste.

Ce tableau à travers les réponses obtenues nous démontre que le risque que les femmes soient susceptibles aux abus sexuels reste « élevé » soit 21,2% ; Tandis que les sans réponses nous laisse à croire que la plupart de nos répondants ne participent pas au processus de recrutement du personnel et préfèrent s'abstenir à émettre leurs avis.

Probabilité de corruption lors de la promotion du personnel

Probabilité de corruption lors de la promotion du personnel	Effectifs	Pourcentage
Minimale	4	1.6
Faible	8	3.2
Moyenne	32	12.8
Elevée	51	20.4
Maximale	20	8
Sans réponses	135	54
Total	250	100

Hormis les 135 non-répondants dont la majorité ne sont pas concernés au processus de promotion du personnel et ne donnant pas leurs avis sur cette question.

Nous allons retenir que la probabilité de la corruption lors de la promotion du personnel s'avère « élevée » au regard de nos 51 soit 20,4% de répondants, en effet, il se remarque que dans le secteur de l'enseignement le processus de promotion du personnel n'est pas totalement à l'abri des pratiques de la corruption, certaines personnes se livrent au versement de *pot-de-vin* ou se range derrière le *Népotisme* pour avoir accès au grade ou poste supérieur.

Notons que c'est ce genre de contour aux ordres établis qui justifient le manque des résultats escomptés dans la gestion des établissements de l'éducation dont au cœur du problème nous trouvons entre autres les personnes non-qualifiées aux postes de commande.

Probabilité de Corruption en cas de nomination / recrutement du personnel non qualifié

Probabilité de Corruption en cas de nomination / recrutement du personnel non qualifié	Effectifs	Pourcentage
Minimale	5	2
Faible	7	2.8

Moyenne	33	13.2
Elevée	46	18.4
Maximale	3	1.2
Sans réponse	135	54
Total	250	100

Le 135 sans réponses viennent de la part des personnes qui n'ont pas accès au processus de recrutement et n'ont pas partagées leurs opinions sur la question.

La probabilité de corruption en cas de nomination/recrutement du personnel non qualifié reste « Elevée » soit 18,4%, selon la majorité de réponses obtenues dans cette question. Et il nous paraît logique, car la majorité de cas des personnes non qualifiées ne sont que les fruits de la corruption.

Niveau d'Impact attendu lors du recrutement du personnel sans méritocratie

Niveau d'Impact attendu lors du recrutement du personnel sans méritocratie	Effectif	Pourcentage
Faible impact	17	6.8
Impact négligeable	5	2
Impact moyen	6	2.4
Impact significatif	20	8
Fort impact	24	9.6
Sans réponse	178	71.2
Total	250	100

Au regard de résultat ce tableau selon les données obtenues avec 9.6% de nos répondants alors que 71.2% n'ont pas répondu à cette question. Tout de même, nous pouvons nous attendre à un niveau d'impact « fort » lors du recrutement du personnel sans méritocratie.

Cependant, il reste fort visible qu'un personnel sans méritocratie impacte de manière très sensible à l'éducation et au bon fonctionnement du secteur de l'éducation.

Niveau d'impact attendu de ces formes de corruption	Effectif	Pourcentage
Faible impact	8	3.2
Impact négligeable	6	2.4
Impact moyen	8	3.2
Impact significatif	24	9.6
Fort impact	24	9.6
Sans réponses	180	72
Total	250	100 %

Niveau d'impact attendu de ces formes de corruption

A l'issue de l'enquête sur cette question les avis majeurs se partagent entre un impact fort et un impact significatif sur le niveau d'impact attendu de ces formes de corruption sur une échelle de 1 (faible impact) à 5 (fort impact).

Le résultat de ce tableau nous ramène à croire que nous devons nous attendre à des forts impacts, sinon les mêmes impacts que nous remarquons aujourd'hui si les mesures proportionnelles ne sont pas vite engagées pour faire barrière à toutes ces formes de la corruption dans le processus de recrutement/promotion du personnel dans le secteur de l'éducation.

Niveau d'Impact attendu lors du recrutement lorsque les femmes sont susceptibles d'être corrompus lors du recrutement du personnel

Niveau d'Impact attendu lors du recrutement lorsque les femmes sont susceptibles d'être corrompu lors du recrutement du personnel	Effectif	Pourcentage
Faible impact	14	5.6
Impact négligeable	3	1.2
Impact moyen	9	3.6

Impact significatif	25	10
Fort impact	21	8.4
Sans réponse	178	71.2
Total	250	100

Nous devons nous attendre à un niveau d'impact « Significatif » selon la majorité de 10% des répondants, lors du recrutement du personnel lorsque les femmes sont susceptibles d'être corrompues dans le secteur de l'éducation dans notre pays. En effet, ce tableau tire l'alarme en signalant que la discrimination basée sur le genre reste une brèche qui peut faire l'objet d'ouverture de plusieurs formes possibles de la corruption. Cependant, dans le domaine de recrutement du personnel dans l'éducation des nombreuses femmes font objet des potentielles cibles des abus sexuels, la sextorsion ou encore les harcèlements pour être recrutées.

Niveau d'impact attendu lors du transfert du personnel

Niveau d'impact attendu lors du transfert du personnel	Effectif	Pourcentage
Faible impact	9	3.6
Impact négligeable	5	2
Impact moyen	13	5.2
Impact significatif	30	12
Fort impact	15	6
Sans réponse	178	71.2
Total	250	100

Le niveau d'impact attendu est reste « Significatif » selon la majorité, soit 12% de nos répondants sur cette question. En effet, ce qui explique que pendant les périodes des transferts du personnel, beaucoup de personnes en profitent par le moyen de la corruption par exemple : en déversant le pot-de-vin pour être transférées dans les établissements de leurs choix visant leurs propres intérêts

Niveau d'impact attendu lors de la promotion du personnel

Niveau d'impact attendu lors de la promotion du personnel	Effectif	Pourcentage
Faible impact	6	2.4
Impact négligeable	5	2
Impact moyen	7	2.8
Impact significatif	32	12.8
Fort impact	21	8.4
Sans réponse	179	71.6
Total	250	100

A la lumière de ce tableau, nous devons nous attendre à un niveau d'impact « Significatif » sur l'échelle de faible à fort lors de la promotion du personnel, selon 12,8% de nos répondants, en outre ce tableau dénonce à titre préventif que tant que le processus de la promotion du personnel dans le secteur de l'éducation ne sera pas respecté et tant que les différentes pratiques de la corruption seront liées au processus de la promotion du personnel, nous devons nous attendre à un niveau d'impact remarquable.

Niveau d'impact attendu de la nomination du personnel non qualifié

Niveau d'impact attendu de la nomination du personnel non qualifié	Effectif	Pourcentage
Faible impact	17	6.8
Impact négligeable	2	0.8
Impact moyen	8	3.2
Impact significatif	27	10.8
Fort impact	19	7.6
Sans réponse	177	70.8
Total	250	100

En cas de la nomination du personnel non qualifié, le niveau d'impact attendu est « significatif », selon la majorité de 10,8% de nos répondants. Comme il peut se remarquer déjà cette différence qui sévit dans le niveau et le taux de réussite des élèves ou les étudiants par rapport aux différents établissements

tandis que le ministère de l'éducation ou de l'Enseignement s'engage à mettre sur pied le même programme d'enseignement pour chacun d'établissement.

Généralement, la plupart du personnel non qualifié sont les fruits de la corruption et tant que les mesures proportionnelles ne seront pas engagées à l'endroit de ce fléau, le niveau d'impact restera significatif au risque d'être encore fort.

Quels sont les impacts de la corruption dans le recrutement du personnel dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo ?

Les répondants à cette question ont largement souligné les impacts négatifs des formes de corruption telles que les pots-de-vin et le favoritisme, soulignant une fois de plus que cela conduit à une moins bonne qualité en classe.

- « Il y a favoritisme, personnel non qualifié, absence de la méritocratie. »
- « Tribalisme, pot-de-vin obligatoire »
- « Les personnes qui sont recrutées sont moins compétentes »
- « Le personnel recruté ne répond pas au profil exigé, pas de performance, ces personnes pratiquent la corruption »
- « L'incompétence notoire des personnels qui vont récupérer » corruption pour récupérer."
- « Le personnel mal recruté se donne facilement à la corruption »
- « Les répondants à cette question ont largement souligné les impacts négatifs des formes de corruption telles que les pots-de-vin et le favoritisme, soulignant une fois de plus que cela conduit à une moins bonne qualité en classe. »

Comment les femmes/filles sont-elles affectées par la corruption dans le recrutement du personnel dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo ?

Plusieurs réponses mentionnent le risque de sextorsion, de marginalisation, de discrimination dans ce processus, en effet, voici quelques réponses obtenues par des personnes interrogées dont la majorité sont les femmes :

« Les femmes en manque d'argent sont contrées à avoir des rapports sexuels avec les recruteurs

en échange de leur recrutement et font l'objet de harcèlement »

« Les femmes/filles font l'objet de discrimination basée sur le genre dans certains postes de responsabilités et de décision dans un monde dominé par les hommes »

« Beaucoup de femmes témoignent être sujet de sous-traitance bien après leur engagement, elles continuent à céder une partie de leur salaire au profit de ceux qui l'ont permis à obtenir le poste »

« Sans tenir compte de leur compétence et qualification certaines femmes font l'objet des préjugés qui leur exclus au préalable au processus du recrutement »

Comment les autres groupes vulnérables (par exemple personnes handicapées, les groupes économiquement défavorisés) sont-ils affectés par la corruption dans le recrutement du personnel dans le secteur de l'éducation ?

Les réponses à cette question ont montré que les groupes marginalisés peuvent être injustement exclus et devenir encore plus marginalisés.

« Ces groupes défavorisés malgré leur situation économique faible sont victimes de discrimination et de l'exclusion dans le processus de recrutement »

« Beaucoup font objet d'exploitation bien après leur engagement, ils continuent à céder les trois premiers mois de leur salaire au profit de ceux qui l'ont permis d'obtenir le poste »

« Sans tenir compte de leur compétence et qualification ce groupe de gens sont souvent exclus au processus »

« Beaucoup sont exclus dans certains postes de commandement et de décision suite à leurs apparences »

AXE PRIORITAIRE 4 : COURS SUPPLEMENTAIRES / TUTORAT

Identifier les formes possibles de corruption dans les cours supplémentaires/ le tutorat complémentaire dans le secteur de l'éducation

Les formes possibles de corruption dans les cours supplémentaires/ le tutorat complémentaire dans le secteur de l'éducation	Réponses obtenues	Pourcentage
Pot-de-vin	43	16.34
Les faveurs sexuelles	27	10.26
Autres (à préciser)	2	0.76
Sans réponse	191	72.62
Total	263	100 %

Parmi les formes possibles de corruption dans le secteur de l'éducation en matière des cours supplémentaires, le Pot-de-vin s'impose comme la forme de corruption la plus pratiquée avec 16,34% des réponses obtenues, en deuxième lieu vient les faveurs sexuelles avec 27 personnes soit 10,26%.

Deux répondants ont précisé autres formes possibles de corruption, en effet l'un suppose que le Népotisme (par exemple : Un encadreur des cours supplémentaires qui favorise l'accès aux membres de sa famille ou tribu au détriment des autres apprenants)

Et l'autre soutient que le Clientélisme en est une aussi, en effet, certains enseignants organisent les cours supplémentaires en taxant les frais supplémentaires pour en tirer bénéfices

Les risques de corruption associés aux cours supplémentaires dans le secteur de l'éducation

Les risques de corruption associés aux cours supplémentaires dans le secteur de l'éducation	Réponses obtenues	Pourcentage
Les enseignants et les conférenciers ne s'investissent pas pleinement dans leurs tâches et demandent le pots-de-vin	43	16.04
Les femmes et les jeunes filles sont susceptibles de se livrer à la corruption sexuelle	33	12.31
Autres à préciser	-	-
Sans réponse	192	71.64
Total	268	100

Les risques de corruption associé aux cours supplémentaires dans le secteur de l'éducation ici identifie en ordre de priorité comme suit : en tête vient Les enseignants ; ne s'investissent pas pleinement dans leurs tâches et demandent des pots-de-vin avec un total de 16,04% de réponses obtenues, suivi des femmes et les jeunes filles sont susceptibles de se livrer à la corruption sexuelle avec un total de 12,31%.

A noter que 192 personnes soit 71,64 % n'ont pas donné leur opinion à la question.

La probabilité de corruption dans les cours supplémentaires dans une école/établissement d'enseignement supérieur

La probabilité de corruption dans les cours supplémentaires dans une école/établissement d'enseignement supérieur	Effectif	Pourcentage
Minimale	6	2.4
Faible	3	1.2
Moyenne	19	7.6
Elevée	30	12
Maximale	6	2.4
Sans réponse	183	74.4
Total	250	100

La probabilité de corruption dans les cours supplémentaires/le tutorat complémentaire dans une école/ un établissement d'enseignement supérieur s'échelonne comme suit : Elevé avec 30 personnes soit 12% en premier lieu, en deuxième lieu viens Moyenne avec 19 personnes avec 7,6 %, en suite viens Maximal et Minimale avec 6 personnes chacun soit 2,4% en troisième lieu Faible avec 5 personnes, soit 1,2%. Sans réponse sont resté au nombre de 183 soit 74,4%.

La probabilité de corruption lorsque les femmes et les jeunes filles sont susceptibles de se livrer à des actes de corruption sexuelle en suivant des leçons supplémentaire/ un tutorat complémentaire

La probabilité de corruption lorsque les femmes et les jeunes filles sont susceptibles de se livrer à des actes de corruption sexuelle en suivant des leçons supplémentaire/ un tutorat complémentaire	Effectif	Pourcentage
Minimale	4	1.6
Faible	4	1.6
Moyenne	13	5.2
Elevée	25	10
Maximale	10	4
Sans réponse	194	77.6
Total	250	100

La probabilité de corruption lorsque les femmes et les jeunes filles sont susceptibles de se livrer à des actes de corruption sexuelle en suivant des leçons supplémentaires s'échelonne comme suit : Elevé avec 35 personnes soit 10% en premier lieu, en deuxième lieu vient Moyenne avec 13 personnes avec 5,2 %, en suite vient Maximal avec 10 personnes soit 4% en quatrième lieu Faible avec 4 personnes, soit 1,2% Enfin Minimale avec 3 personnes soit 1,2%. Sans réponse sont restés au nombre de 179 soit 1,6%.

Quel est niveau d'impact attendu de ces formes de corruption

Niveau d'impact attendu de ces formes de corruption	Effectif	Pourcentage
Faible impact	4	1.6
Impact négligeable	3	1.2
Impact moyen	11	4.4
Impact significatif	22	8.8
Fort impact	17	6.8
Sans réponse	193	77.2
Total	250	100

Le niveau d'impact attendu de ces formes de corruption va de haut en bas comme suit : en premier lieu c'est Significatif avec 22

répondants soit 8,8%, en second lieu vient Fort impact avec 17 répondants soit 6,8%, en troisième lieu vient Moyen avec 11 personnes soit 4,4, enfin Négligeable avec 3 personnes soit 1,6%. On note que 193 répondants n'ont pas répondu à cette question soit 77,2%.

Le niveau d'impact lorsque les femmes et les jeunes filles sont susceptibles de se livrer à la corruption sexuelle, tout en offrant des leçons supplémentaires/un tutorat complémentaire

Le niveau d'impact lorsque les femmes et les jeunes filles sont susceptibles de se livrer à la corruption sexuelle, tout en offrant des leçons supplémentaires/ un tutorat complémentaire	Effectif	Pourcentage
Faible impact	3	1.4
Impact négligeable	6	2.4
Impact moyen	8	3.2
Impact significatif	19	7.6
Fort impact	20	8
Sans réponse	194	77.6
Total	250	100

Le niveau d'impact lorsque les femmes et les jeunes filles sont susceptibles de se livrer à la corruption sexuelle, tout en offrant des leçons supplémentaires, Au regard de nos répondants tel que ce tableau le représente, ce niveau d'impact reste « Fort » selon la majorité de 20 soit 8% de nos personnes interrogées ayant répondu à cette question et selon 19 autres personnes pensent que le niveau d'impact est « significatif ».

Il faudra noter que c'est pendant les cours supplémentaires organisés parfois pendant les heures non traditionnelles et parfois en dehors des établissements comme dans certains cas qu'on enregistre beaucoup d'aventures sexuels entre les enseignants et leurs apprenants notamment le cas des abus sexuels, de sextorsion et harcèlement dont

les femmes et jeunes filles sont victimes ou certaines acceptent volontiers les rapports sexuels en échange des réussites à ces cours (d'où l'expression : les Points sexuellement transmissibles).

Que est l'impact des cours supplémentaires/ du tutorat complémentaire sur le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo ?

Les personnes interrogées ont indiqué que non seulement l'enseignement complémentaire impose des coûts supplémentaires aux parents qui peuvent le payer, mais qu'il désavantage les enfants dont les parents ne sont pas en mesure de payer. Cela entraînerait également un favoritisme envers les enfants qui peuvent payer, ce qui entraînerait une baisse de la qualité des cours réguliers.

« Ségrégation, favoritisme et le responsable devient faible vis-à-vis de ses tâches »

« Les parents payent doublement les cours supplémentaires »

« Les enseignants reconnaissent de plus en plus que le nombre de leurs élèves recouvrent un tutorat supérieur ; ce qui les conduira à demander des pots-de-vin »

« Les enfants n'ayant pas participé aux cours sont défavorisés par l'enseignant »

« Les enfants ratent le cours s'il n'a pas d'argent »

Comment les femmes sont-elles affectées par la corruption dans les cours supplémentaires ou le tutorat complémentaire ?

Les personnes interrogées ont noté que pour les femmes et les filles, un tutorat supplémentaire peut créer des risques supplémentaires, notamment de sextorsion.

« Les femmes/parents qui ne payent pas vont se prostituer pour l'argent »

« Les femmes en tant que mères payent double et comme étudiantes, elles s'exposent aux harcèlements »

Certaines personnes interrogées ont elles-mêmes démontré des formes de préjugés à l'égard des femmes.

« Le manque de capacité intellectuelle leur pousse à être tentées au sexe en échange de la réussite »

Comment les autres groupes vulnérables (par exemple les personnes handicapées, les groupes économiquement défavorisés et les filles) sont-ils affectés par la corruption dans les cours supplémentaires ou le tutorat complémentaire dans le secteur de l'éducation ?

Les personnes interrogées indiquent que les groupes vulnérables peuvent également être laissés pour compte à cause de la corruption dans le tutorat supplémentaire.

« Souvent lorsqu'ils n'ont pas l'argent pour payer, ils ratent les cours et échouent »

« Les groupes qui n'ont pas d'argent pour participer ne vont pas réussir, le professeur favorisent les payants »

« Leurs cas sont négligés car on leur demande de s'adapter aux conditions générales, pas de spécificité »

« Ces groupes sont rarement appelés aux cours supplémentaires parce qu'étant pauvres »

TABLEAUX D'IDENTIFICATION ET EVALUATION DES RISQUES DE CORRUPTION

Dans cette partie du travail, nous analysons et présentons les risques de corruption à travers deux tableaux (le tableau d'identification et celui d'évaluation des risques de corruption) de chacun de quatre axes prioritaires de notre étude.

AXE PRIORITAIRE 1 : ADMISSION ET INSCRIPTION

Identification des risques de corruption

Code	Point de décision	Risques de corruption/décisions déviées	Comment le point de décision et les risques de corruption ont-ils été identifiés ?
1.1	Lors de l'accueil pour l'inscription	<ul style="list-style-type: none"> • Marginalisation et isolement des personnes vulnérables • Népotisme • Pot de vin et cadeau en nature • Faveur sexuelle • Des frais pour le teste sont imposés avant d'être enregistré • Obligation à verser des sommes forfaitaires non recommandé par l'Etat 	Les réponses au questionnaire ont indiqué que ces risques de corruption existent à ces points de décision tout au long du processus d'admission et inscription.
1.2	Pendant le test d'admission	<ul style="list-style-type: none"> • Obligation à verser des sommes forfaitaires • Des frais des tests sont imposés • Des frais d'organisation matériel de test sont imposés • Favoritisme • Faveur sexuelle • Pot de vin et cadeau en nature 	
1.3	L'apprenant est admis	<ul style="list-style-type: none"> • Pot de vin et cadeau en nature • Faveur sexuelle • Les résultats des tests sont fabriqués • Des frais supplémentaires sont imposés pour recevoir les résultats du test • Achat des fournitures et autres objets rendu obligatoires • Aucun reçu n'est fourni 	

Évaluation des risques

Point de décision	Vraisemblance	Justification	Degré Impact	Justification	Score de risque
1.1	4	Les résultats de l'enquête indiquent que malgré la présence des faits de corruption lors de l'inscription, l'accès de tous reste encore garanti	5	à la lumière des réponses fournis, il sied de retenir que la probabilité que les filles et femmes soient victime s'avèrent être élevé, aussi des actes discriminatoire à l'égard des personnes vulnérables	4,5
1.2	5	Des nombreux élèves sont victimes de corruption pendant le test d'admission	5	Les vastes répercussions financières de la corruption lors de l'admission ont été soulignées par plusieurs, le manque d'argent crée l'inégalité de droit d'admission et expose au risque de sextorsion	5
1.3	4	Les résultats de l'enquête ont indiqué que les risques et les impacts auxquels sont confrontés les groupes vulnérables à ce niveau ne sont pas différent de ceux auxquels sont confrontés les autres	3	Les vastes répercussions sociales de la corruption lors de l'admission ont été soulignées car les répercussions financières de la corruption peuvent générer des inégalités en termes d'accessibilité à l'éducation	3,5

Identification des risques de corruption

Code	Point de décision	Risques de corruption/décisions déviées	Comment le point de décision et les risques de corruption ont-ils été identifiés ?
2.1	Lors de la composition	<ul style="list-style-type: none"> • Népotisme/favoritisme • Collusion • Fraude 	Les réponses au questionnaire ont indiqué que ces risques de corruption existent à ces points de décision tout au long du processus de recrutement du personnel de l'éducation.
2.2	Pendant le Processus d'examens	<ul style="list-style-type: none"> • Tricherie • Plagiats • Sextorsion • Népotisme/favoritisme • Des pots-de-vin sont sollicités ou offerts 	
2.3	Lors de la correction	<ul style="list-style-type: none"> • Sextorsion • Falsification des résultats • Népotisme/favoritisme • Des pots de vin et autres avantages en nature offertes 	

Évaluation des risques

Point de décision	Vraisemblance	Justification	Degré Impact	Justification	Score de risque
2.1	1	Les répondants estiment que le risque de la corruption aux examens associé à cette variable semble minimal	4	Le favoritisme, le népotisme la collusion et la fraude peuvent être à la base de la réussite des autres groupes au détriment de groupes vulnérables	2
2.2	5	Les répondants estiment que le système d'examens n'est pas fortement renforcé	5	Les formes de risque de corruption à ce stade de décision, telles que la sextorsion, peuvent avoir des répercussions considérables sur la formation des apprenants en particulier sur les filles qui pourront être victimes de la corruption sexuelle.	5
2.3	3	Les répondants à cette question ont tiré la sonnette d'alarme sur la façon dont la falsification des résultats est à la base de la dégradation de notre système éducatif	4	La pratique de la corruption entraine le favoritisme, beaucoup des élèves réussissent sans avoir le niveau adéquat, la moyenne de nos élèves baisse la fiabilité de notre enseignement	3,5

Identification des risques de corruption

Code	Point de décision	Risques de corruption/décisions déviées	Comment le point de décision et les risques de corruption ont-ils été identifiés ?
3.1	Annonce d'offre d'emploi	<ul style="list-style-type: none"> • Pot de vin • Népotisme • Favoritisme • Diffusion inadéquate de la publicité 	Le processus du recrutement du personnel reste infesté par la corruption et cela à tous les niveaux.
3.2	Lors de la sélection et (test des candidats) la promotion du personnel	<ul style="list-style-type: none"> • Favoritisme • Sextorsion • Népotisme • Pots-de-vin 	
3.3	Après le recrutement	<ul style="list-style-type: none"> • Sextorsion • Favoritisme • Déductions salariales 	

Évaluation des risques

Point de décision	Vraisemblance	Justification	Impact	Justification	Score de risque
3.1	2	Les résultats de l'enquête indiquent que lors de l'annonce de l'offre le risque de corruption demeure très faible.	4	Le favoritisme et le népotisme peuvent conduire à ce que les membres des groupes marginalisés ne soient pas représentés dans la main-d'œuvre.	3
3.2	5	Les réponses de l'enquête indiquent que la sélection et la promotion du personnel sont affecté par la corruption	5	Les formes de risque de corruption à ce stade de décision, telles que la sextorsion, peuvent avoir des répercussions considérables, en particulier sur les candidates.	5
3.3	3	Dans l'exercice de leurs fonctions, certaines personnes se heurtent à certaines formes de corruption.	4	Les résultats issus de l'enquête indiquent que les employés ne sont pas épargnés de la corruption	3.5

AXE PRIORITAIRE 4 : COURS SUPPLEMENTAIRES ET TUTORAT

Identification des risques de corruption

Code	Point de décision	Risque de corruption/décisions déviées	Comment le point de décision et les risques de corruption ont-ils été identifiés ?
4.1	Lors de l'inscription aux cours supplémentaires et tutorat	<ul style="list-style-type: none"> • Faveur sexuelle • Népotisme • Détournement des frais versés • Montant forfait imposé 	Les réponses au questionnaire ont indiqué que la corruption dans les cours supplémentaires et tutorat ont un impact considérable sur le système éducatif dans le pays.
4.2	Lorsque l'enseignant dispense les cours supplémentaires	<ul style="list-style-type: none"> • Pot de vin • Clientélisme et ou népotisme • Faveur sexuelle 	
4.3	Suivi et contrôle du processus des cours supplémentaire et tutorat	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune réglementation en la matière de la part de l'Etat • Aucune sanction imposée aux différents cas d'abus sur les filles 	

Évaluation des risques

Point de décision	Vraisemblance	Justification	Degré Impact	Justification	Score de risque
4.1	5	Les risques de corruption associé l'inscription lors des cours supplémentaires demeurent considérable et élevé	4	Les femmes et les personnes vulnérables se sentent de plus en plus exclus suite aux maques d'argents pour se conformer aux exigences.	5
4.2	5	Les réponses à l'enquête indiquent fortement que les enseignants ou conférencier s'investissent fortement dans leurs taches sachant qu'ils vont bénéficier de certains avantages financiers.	5	Les formes de risques de corruption à ce stade de décision signifient que les apprenants qui se sont conformés aux exigences et caprices de leurs enseignants ont une forte probabilité de réussir par rapport aux autres groupes qui ne sont pas bien encadrés.	4,5
4.3	3	Il ressort des résultats de l'enquête que seul peu des cas avérés sont sanctionnés mais que la majorité des cas ne sont même pas dénoncés	4	À ce stade, les corrupteurs et les corrompus agissent en toute impunités sachant qu'ils ne peuvent pas être dérangé par l'Etat ou que même si cela serait les cas ces sanctions ne seront pas efficaces pour dissuader les autres.	3

TABLEAUX DES STRATÉGIES D'ATTÉNUATION

Ces prochains tableaux identifieront les stratégies d'atténuation pour lutter contre les risques de corruption identifiés aux points de décision identifiés pour chacun des axes prioritaires du secteur de l'éducation.

TABLEAUX DES STRATÉGIES D'ATTÉNUATION

AXE PRIORITAIRE 1 : ADMISSION ET INSCRIPTION

Identification des stratégies d'atténuation

Code	Point de décision	Stratégie d'atténuation	Comment la stratégie d'atténuation a-t-elle été identifiée ?
1.1	Lors de l'accueil pour l'inscription	<ul style="list-style-type: none"> En cas de soupçon d'un acte de corruption, appliquer des sanctions exemplaires Sensibiliser la communauté sur la nécessité de dénoncer le cas de mauvais traitement subit lors de l'inscription 	L'application des sanctions sévères s'avère être efficace en cas de récidive
1.2	Pendant le test d'admission	<ul style="list-style-type: none"> Appliquer une réglementation en termes de fixation des frais pour le test Contrôler avec rigueur le processus de test 	Appliquer une réglementation stricte en termes de fixation des frais y afférant au test d'admission à tous les niveaux
1.3	Lorsque l'apprenant est admis	<ul style="list-style-type: none"> Imposer un montant standard applicable dans tous les établissements scolaires et ou académiques en matière de prix des fournitures scolaires et autres objets classiques 	Mettre en place des mécanismes de suivi, de responsabilité et de transparence pour le personnel de l'éducation
		<ul style="list-style-type: none"> Envoyer des inspecteurs en vue d'effectuer des audits réguliers sur les objets classiques vendus 	Les reçus doivent être suivis pour contrer les frais supplémentaires, la double facturation, etc.

AXE PRIORITAIRE 2 : FUTURES ET TRICHES AUX EXAMENS

Identification des stratégies d'atténuation

Code	Point de décision	Stratégie d'atténuation	Comment la stratégie d'atténuation a-t-elle été identifiée ?
2.1	Lors de la composition	<ul style="list-style-type: none"> Créer des mécanismes de suivi, de responsabilité et de transparence pour le personnel de l'éducation dans la composition des questionnaires pour le test 	Les répondants au questionnaire ont appelé à l'introduction d'un système de composition informatisé, obligeant les enseignants de soumettre une banque de questions sans savoir ce qui sera sélectionné
2.2	Pendant le processus d'examen	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer le système des examens en appliquant un système de codification appliqué pour chaque apprenant en lieu et place des noms proprement dits Faire une rotation, régulier des surveillants 	Le fait de changer régulièrement des surveillants est un moyen d'éviter la familiarité entre apprenants et surveillants
2.3	Lors de la correction	<ul style="list-style-type: none"> Créer un mécanisme de codification dans la correction des papiers. Créer un comité chargé de vérifier la conformité entre les notes octroyées et ceux réussit lors de l'évaluation 	Ne pas confier la responsabilité de la correction et de la transcription aux titulaires et octroyer à un comité d'en vérifier la conformité

AXE PRIORITAIRE 3 : RECRUTEMENT DU PERSONNEL

Identification des stratégies d'atténuation

Code	Point de décision	Stratégie d'atténuation	Comment la stratégie d'atténuation a-t-elle été identifiée ?
3.1	Annonce de l'offre d'emploi	<ul style="list-style-type: none"> Assurer une inclusivité des femmes et les personnes vulnérables Veiller à ce que l'offre atteigne un plus grand nombre de personnes désireuses par la publicité 	Plusieurs attestent que les offres restent fermées et que ceux-ci doivent être mis à la portée de tous
3.2	Lors de la sélection et la promotion du personnel	<ul style="list-style-type: none"> Charger le comité des parents et les organismes de la société civile de la place à évaluer eux-mêmes les candidats retenus 	Doter d'un certain pouvoir de contrôle les différents comités et organisation œuvrant dans le secteur de l'éducation
		<ul style="list-style-type: none"> Enquêter sur les antécédents des enseignants à élever en grade 	Un mécanisme d'enquête sur le personnel enseignant demeure une mesure salvatrice pour lutter contre le favoritisme, le clientélisme
3.3	Après le recrutement	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un système d'évaluation régulier des enseignants en amont par l'élève lors des leçons, en aval par le comité des parents en vue de détecter les enseignants faibles et incompetents 	Les personnes interrogées estiment que la solution est l'évaluation de compétences et aptitudes des enseignants tout au long de l'année
		<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des mesures de suivi de soupçon de déduction salarial aussi de la sextorsion 	Licencier les individus qui appliquent la déduction salariale

AXE PRIORITAIRE 4 : COURS SUPPLEMENTAIRE ET TUTORAT

Identification des stratégies d'atténuation

Code	Point de décision	Stratégie d'atténuation	Comment la stratégie d'atténuation a-t-elle été identifiée ?
4.1.	Lors de l'inscription aux cours supplémentaire et tutorat	<ul style="list-style-type: none"> Prendre des mesures qui s'impose pour régler efficacement l'accès aux cours Mettre en place des mesures de lutte contre des tarifications excessives 	Les résultats de l'enquête indiquent que l'Etat doit prendre des mesures qui s'imposent et les faire appliquer même de manière coercitive pour mettre au désordre qui règne en matière de tarification
4.2	Lors des séances supplémentaires ou tutorat complémentaire	<ul style="list-style-type: none"> Veiller à ce que le comité des parents et les inspecteurs passent régulièrement se rendre compte de la manière dont les matières sont dispensées et recueillir les plaintes 	L'implication des différentes parties prenant, aussi de l'état s'avère être efficace pour limiter le clientélisme, le favoritisme et autres formes de corruption
4.3	Suivi du système des cours supplémentaire et tutorat	<ul style="list-style-type: none"> Obliger les différents établissements à négocier avec le comité de parent ainsi que les inspecteurs 	Il en est une nécessité s'impose à revoir la loi cadre n 14/004 du 11 février 2014 qui régit l'enseignement national et l'adapter aux différentes réalités actuelles
		<ul style="list-style-type: none"> L'état doit prévoir de sanctions aux établissements qui refuse de se soumettre à la nouvelle réglementation en la matière 	Les personnes interrogées dans le cadre du questionnaire ont appelé à une tarification plus standardisée et transparente

SUIVI ET EVALUATION

Suivi

La mise en place d'un nouveau cadre de concertation multi-acteurs servira à assurer un contrôle permanent sur l'application des textes et règlements qui sanctionnent la corruption dans toutes ses formes dans le secteur de l'éducation. En effet, ladite concertation impliquera les institutions publiques, les acteurs de la société civile, la communauté de base, y compris les leaders communautaires, chacun des acteurs œuvrant avec ses prérogatives et responsabilités respectives et en synergie pour faire barrière aux différentes pratiques de la corruption qui sévit dans le secteur de l'éducation.

Evaluation

L'évaluation permet à la communauté de prendre conscience de ses forces, ses faiblesses, des opportunités ainsi que des menaces en matière de lutte contre la corruption. Ces évaluations s'effectueront à deux niveaux : interne et externe.

Au niveau interne : l'Etat à travers les ministères de tutelle, ainsi que les leaders communautaires s'occuperont de l'évaluation interne, qui se fera de la manière suivante :

Les Responsables des établissements de l'éducation seront appelés à fournir un rapport régulier sur l'état de fonctionnement de leurs institutions scolaires et/ou académiques.

Ce rapport subira une contre vérification des inspecteurs, par moyen d'échange avec les élèves et/ou étudiants à fin d'informer ou de confirmer les résultats issus du dit rapport, aussi, la communauté de base sera appelée à participer aux rencontres destinées à échanger sur les données issues du rapport pour établir la véracité des faits. Une fois cette étape passée, le rapport fera l'objet d'adoption et d'approbation au niveau interne. Enfin, solliciter les services d'un consultant indépendant par appel à candidature pour mener des enquêtes auprès de la communauté locale en vue d'évaluer l'efficacité et l'effectivité des actions menées dans le cadre de la concertation. Cela va aboutir à produire un rapport reprenant les points forts et faibles du système éducatif livrable aux autorités politico-administratives, à la société civile,

ainsi qu'à la communauté de base.

Au niveau externe : la société civile ayant pour attribution la lutte contre la corruption se chargera de mettre en place un mécanisme de suivi-évaluation de la manière suivante :

D'abord, la sensibilisation à travers les animateurs principaux ou relais communautaires sur la nécessité de lutter contre la corruption en dénonçant les cas enregistrés en vue de décourager ceux qui agissent en toute impunité.

Ensuite, l'implémentation des activités du cadre de concertation par la mise en place des outils et moyens d'accompagnement de l'équipe de terrain chargé de la collecte des données sur la mise en œuvre efficace de ce système, d'où l'évaluation en mi-parcours.

Enfin, cela va aboutir à la production d'un rapport reprenant les points forts et faibles du système éducatif livrable aux autorités politico-administratives, aux partenaires techniques et financiers, ainsi qu'à la communauté de base en guise de redevabilité et de transparence.

CONCLUSION

La corruption reste un fléau et constitue l'un des principaux freins dans le processus de développement de nombreux pays à travers le monde. De manière panoramique, la République Démocratique du Congo est l'un des pays le plus touché par la corruption dans tous les secteurs et le secteur de l'éducation n'est pas épargné. En effet, c'est dans ce cadre que nous avons mené notre étude sur l'identification et l'évaluation des risques de corruption dans le secteur de l'éducation à travers quatre axes prioritaires : l'inscription ou l'admission à l'éducation, Fuites et tricheries aux examens, le recrutement du personnel et Cours supplémentaires/tutorat.

Comme nous pouvons le constater, il y a cinq ans la RDC s'est engagé dans des différentes réformes majeures à la tête du pays et même dans la lutte contre la corruption à l'occurrence nous avons assisté au renforcement des prérogatives de l'Inspection Générale de Finance (IGF) dans la lutte contre les détournements de recettes publiques de l'Etat.

En mars 2020, par l'ordonnance présidentielle n°20/013 bis du 17 mars 2020, le pays s'est doté d'un service spécialisé dit Agence de Prévention et de Lutte contre la Corruption¹. Et depuis 2019, l'Etat Congolais s'est engagé à rendre effective la gratuité de l'enseignement primaire sur toute l'étendue du territoire national. Mais fort malheureusement ces efforts souffrant d'applicabilité se sont avérés très faibles face à un degré très croissant de la corruption. Il y a cinq ans, soit depuis 2019, la RDC occupait la 168^e place sur le classement de 180 Pays et en 2023, la RDC se classe toujours parmi les 20 pays le plus corrompus au monde comme l'indique l'Indice de Perception de la Corruption (IPC)².

¹ Ordonnance présidentielle n°20/013 bis du 17 mars 2020, pourtant création de l'inspection générale des finances.

² Transparency, indice de la perception de la corruption, 2022-2023

CONCLUSION

les Inspecteurs, les organisations de la société civile et la communauté de base dans le suivi du programme de cours et des prévisions de matière. Dans le souci d'améliorer la qualité de l'éducation, le système éducatif assure à tous un accès équitable aux programmes pour l'acquisition des compétences nécessaires à la vie courante ainsi que l'amélioration des conditions de travail et de vie du personnel du secteur de l'éducation.

LEÇONS APPRISES, DECOUVERTES ET DOMAINES DE RECHERCHES FUTURES.

Leçons Apprises

□ La gratuité de l'enseignement de base :

Des mesures spéciales d'accompagnement sont nécessaires si on veut sauver les enfants qu'on a récupérés de la déperdition scolaire pour éducation de qualité et inclusive³,

□ L'atteinte de l'ODD4 à l'échéance 2030 :

Etant un engagement ferme pris par l'Etat Congolais, cela nécessite des efforts considérables, car la corruption dans le secteur de l'éducation constitue un frein majeur.⁴

□ La marginalisation du personnel :

Dans le secteur de l'éducation⁵ Sur le plan psychologique et socio-économique, la société affiche un certain mépris à l'égard du personnel

de l'éducation suite à leur condition de vie marquée par la pauvreté et la précarité⁶. Cela requiert la revalorisation de la profession enseignante.

Découvertes

Après notre étude sur la corruption dans le secteur de l'éducation, nous avons découvert qu'il existe une pile de recherches sur la corruption en RDC dont la majeure partie se concentre plus dans les secteurs de la gouvernance politique et économique, tandis que le secteur si précieux qui est celui l'éducation, était de moins en moins pris en considération.

En effet, le secteur de l'éducation en matière de la corruption est d'autant plus affecté que d'autres et cela nécessite beaucoup d'énergies et mesures fortes telles que : des recherches approfondies, ainsi que la production d'un document stratégique de lutte contre la corruption dans ledit secteur en vue d'éradiquer ce fléau qui mine le développement local tant attendu par tous.

Domaines des recherches futures :

En termes des perspectives d'avenir, nous pouvons mener des études sur l'intégrité dans les domaines suivants :

1. Les élections en RDC ;
2. La Justice ;
3. L'environnement et le changement climatique ;
4. Les Infrastructures Socio-économiques de base

LES REFERENCES

A. TEXTES LEGAUX ET REGLEMENTAIRES

1. La Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 Février 2006 telle que modifiée à ce jour.
2. Journal Officiel de République Démocratique du Congo, Loi No. Du 15 juillet 2022 portant protection et promotion des droits des peuples autochtones pygmées. Kinshasa, novembre, 2022.
3. Ordonnance n°20/013 bis du 17 Mars 2020, portant création du service spécialisé dénommé Agence de Prévention et de Lutte contre la Corruption.
4. Ordonnance présidentielle n°20/013 bis du 17 mars 2020, portant création de l'inspection générale des finances.

B. DOCUMENTS

5. PARJ : les Violences Basées sur le Genre, Janvier 2013
6. Rapport des journées de célébration et de réflexion des personnes vivant avec Handicap et autres vulnérables en RDC, par Leadership Academia University, Décembre 2019.
7. Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique, Comité National de Gestion des Mécanismes de Lutte contre les antivaleurs, Gestion des Plaintes en Milieu Scolaire (MGP), lettre de Septembre 2023.
8. OCDD : Objectifs de Développement durable en RDC, septembre 2016.
9. Programme mondial de lutte contre la corruption : Une panoplie d'instruments de lutte contre la corruption, 5ème édition, 2022.
10. CAFCO Cadre Permanent de concertation de la Femme Congolais, Rapport National de la Mission de Médiation et d'alerte précoce, Kinshasa, Mai 2019.
11. APLC, Stratégie Nationale de Lutte contre la corruption 2022-2026, Kinshasa, Janvier 2022.
12. Rapport U4 Expert Answer, Transparency International., Panorama de la corruption et de la lutte Anti-corruption en République Démocratique du Congo, Octobre 2010
13. Transparency International., Atelier : Renforcement des capacités en matière de Transparence et de Redevabilité dans le secteur de l'éducation en RDC, Kisantu, 12-14, Octobre 2014.
14. Transparency International., Indice de la Perception de la Corruption, 2022-2023
15. RDC (2015), Stratégies sectorielles de l'éducation et de la formation (2016-2025), Kinshasa, édition du Gouvernement, 2015.
16. Transparency International., Rapport de l'Indice de perception de la corruption, 2019 et 2023.

LES REFERENCES

C. OUVRAGES

17. Dr. Jean-Fidèle Jonas KALUILA MAMBA, la Drépanocytose au Centre de Santé, Edition du BERPS /KANGU MAYOMBE, Mars 2009.
18. Dr. Dieudonné KALYNDYE BYANJIRA, Ph.D : Introduction d'Education à la Citoyenneté en République Démocratique du Congo, Edition de l'Institut Africain des Droits de l'Homme, Kinshasa, Novembre 2006.

a) BULLETINS, ARTICLES, DEPLIANTS ET DIVERS

1. MINISTERE DU PLAN/Observatoire Congolais du Développement Durable les ODD en RDC, cibles priorités, coordination National, Septembre 2016
2. Félicien MALANDA NSUMBU, Rôle de Société Civile dans la Lutte Contre la Corruption, in Congo Libertés, magazine de liaison de la MAISON DE LA LAICITE DE KINSHASA, 11, Septembre 2023 à Février 2023
3. ACP (Agence Congolaise de Presse) N° 5774 du 04 Septembre 2023, Enseignement Primaire et secondaire : L'Intersyndicale des enseignants rassure d'une rentrée scolaire apaisée.
4. Consultant NDEKE Bony, Questionnaire d'enquête : Evaluation des risques de corruption dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo.

SITES WEB

www.unescobkk.org/unit-archive-folders/epr-archive-folder/education-planning-and-financing-portal/country-casestudies/country-examples-of-education-mtef
<http://www.bullyonline.org/workbully/mobbing.htm>
www.transparency-France.org/actu/IPC.2022
<https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Pygm%C3%A9e>
<http://fondation.cecilbarbierdelaserre.org/action/construire-un-centre-de-rattrapage-scolaire/>

ANNEXES

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE-EVALUATION DES RISQUE DE CORRUPTION DANS LE SECTEUR D'EDUCATION EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Vous avez été inclus dans cette enquête pour obtenir votre avis sur votre perception de l'évaluation des risques de corruption dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo. L'objectif de cette enquête est de générer des preuves empiriques permettant d'identifier les fonctions et les postes les plus exposés au risque de corruption dans le secteur de l'éducation par le biais d'une analyse complète des activités et de développer des mesures de prévention efficaces pour minimiser les risques de la corruption. Etant donné que la majorité des délits de corruption dans le secteur de l'éducation en RDC ne sont pas détectés, il est donc prudent et impératif de procéder à une évaluation des risques de corruption en tant que méthode préventive holistique dans la lutte contre la corruption dans ce secteur.

Pour les besoins de cette enquête, la corruption dans l'éducation est définie comme « l'utilisation systémique de sa position d'influence ou d'autorité dans la fourniture de biens et de services éducatifs, à des fins de gain privé ou matériel » (adapté de Hallak et Poisson, 2002 dans Radovic-Markovic 2022)

- Pour des questions fermées (à choix multiples), encerclez les chiffres devant les réponses.
- Pour des questions ouvertes, écrivez vos réponses sur les.....

Nous vous remercions pour votre collaboration.

Informations socio-démographiques			
N°	Questions et filtres	Catégories de code (Encerclez les chiffres devant vos réponses)	Passer à
1	A quelle identité de genre vous identifiez-vous le plus souvent ?	Homme Femme Autre.....	
2	Quel est votre niveau d'études le plus élevé ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Analphabète 2. Primaire 3. Certificat d'études primaires 4. Brevet du cycle d'orientation 5. Ecole normale (D4) 6. Post-primaire 5 (PP5) 7. Certificat du centre professionnel 8. Diplôme d'Etat 9. Graduat 10. LM2 11. Licence (L6) 12. Master 13. Doctorat (PHD) 14. Autre (à préciser) 	

ANNEXES

3	Dans quelle tranche d'âge êtes-vous ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. 15-35 ans 2. 36-50 ans 3. 51-60 ans 4. 61 à plus 	
4	Quelle partie prenante dans le secteur de l'éducation êtes-vous ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Enseignant 2. Administratif 3. Parent 4. Etudiant 5. Syndicaliste 6. Gestionnaire 7. Autres 	
5	Dans quel milieu résidez-vous ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rural 2. Péri-urbain 3. Urbain 	

Perception ou connaissance globale de la corruption dans le secteur de l'éducation

6	Par rapport à il y a 5 ans, pensez-vous que le niveau général de la corruption dans le secteur de l'éducation a augmenté ou diminué ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Augmenté 2. Resté stable 3. Baissé 	
7	Quelles sont les principaux moteurs (internes et externes) de la corruption dans le secteur de l'éducation ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Situation économique volatile 2. Patronage politique 3. Faiblesse des mesures de responsabilité et de transparence 4. Mauvais processus de passation de marchés et d'audit 5. Echec de l'application des cadres juridiques et institutionnels 6. Manque d'application des procédures et des règlements 7. Absence des mécanismes de suivi, de responsabilité et de transparence pour le personnel de l'éducation 8. Absence de participation (ou participation limitée) du personnel enseignant, des conférenciers, des étudiants, des parents et d'autres représentants de la société civile à la gestion des écoles/établissements d'enseignement supérieur. 9. Autres (à préciser) 	

8	Quelles sont les formes de corruption les plus courantes dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pot-de -vin 2. Népotisme 3. Faveurs sexuelles 4. Copinage 5. Absentéisme 6. Détournement de fonds 7. Manipulation politique 8. Irrégularité en matière de passation de marchés 9. Autres (à préciser) 	
9.	Selon vous, quels sont les impacts majeurs de ces formes de corruption dans le secteur de l'éducation ?	
10.	Quelles stratégies d'atténuation peuvent être mises en œuvre pour freiner et réduire la corruption dans le secteur de l'éducation ?	
11.	<p>Parmi les organisations/institutions suivantes, laquelle devrait, selon vous, s'occuper de la corruption dans le secteur de l'éducation ?</p> <p>(Choisissez toutes les réponses qui vous semblent possibles)</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Ministère de l'éducation et de la nouvelle citoyenneté et ses services connexes, 2. Ministère de la Formation professionnelle et apprentissage et ses services connexes, 3. Ministère des Affaires Sociales et ses services connexes, 4. Les Assemblée Nationale et Provinciales 5. Ministères provinciaux de l'éducation 6. Cours des comptes 7. Inspection Générale de Finances 8. Les Cours et tribunaux 9. La Police Nationale Congolaise 10. Les Chefs d'Etablissement 11. Les Comités des Parents 12. La Société Civile 13. Autres (à préciser) 	

Axe prioritaire 1 : Admission et Inscription			
12.	Veillez identifier les formes possibles de corruption qui existent dans les processus d'admission ou d'inscription dans le secteur de l'éducation.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pot-de-vin et cadeaux en nature 2. Népotisme 3. Copinage 4. Faveurs sexuelles 5. Autres (à préciser) 	
13.	Sur une échelle de 1 à 5, quelle est la probabilité que les Femmes et les filles soient exposés à la corruption lors de leur admission ou d'inscription ?	L'échelle de probabilité est la suivante : <ol style="list-style-type: none"> 1. Minimale 2. Faible 3. Moyenne 4. Elevée 5. Maximale 	
14.	Sur une échelle de 1 à 5, quelle est la probabilité que les PVH, les albinos, pygmées et enfants démunis soient exposés à la corruption lors de leur admission ou d'inscription ?	L'échelle de probabilité est la suivante : <ol style="list-style-type: none"> 1. Minimale 2. Faible 3. Moyenne 4. Elevée 5. Maximale 	
15.	Comment les femmes et les filles sont-elles affectées par la corruption en matière d'admission ou d'inscription en République Démocratique du Congo ?	Les femmes sont touchées de la manière suivante :	
16.	Comment les autres groupes vulnérables (par exemple les personnes vivant avec handicap, les albinos, les pygmées et les groupes économiquement défavorisés) sont-ils affectés par la corruption lors de leur admission ou d'inscription ?	D'autres groupes vulnérables sont touchés de la manière suivante :	
17.	Quelles stratégies d'atténuation peuvent être développées par la communauté pour faire face à la corruption lors de leur admission ou d'inscription dans le secteur de l'éducation ?	Les stratégies d'atténuations qui peuvent être développées sont les suivantes :	

Axe prioritaire 2 : Fuites et tricheries aux examens		
18.	Identifier les formes possibles de corruption qui existent dans le processus d'examens dans le secteur de l'éducation ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Fraude 2. Pot-de-vin 3. Tricherie 4. Collusion 5. Plagiat 6. Autres (à préciser)
19.	Quels sont les risques de corruption associés aux procédures d'examens dans le secteur de l'éducation ? (Choisissez toutes les réponses qui vous semblent possibles)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les systèmes d'examen ne sont pas suffisamment renforcés 2. Des pots-de-vin sont versés aux administrateurs de l'éducation, aux enseignants et aux professeurs 3. Les femmes et les filles sont susceptibles de se livrer à la corruption sexuelle 4. Autres (à préciser)
20.	Sur une échelle de 1 à 5, quelle est la probabilité de corruption lorsqu'un élève/étudiant passe des examens dans une école/un établissement supérieur ?	L'échelle de probabilité est la suivante : <ol style="list-style-type: none"> 1. Minimale 2. Faible 3. Moyenne 4. Elevée 5. Maximale
21.	Sur une échelle de 1 à 5, quelle est la probabilité de corruption lors que les systèmes d'examen ne sont pas suffisamment renforcés ?	L'échelle de probabilité est la suivante : <ol style="list-style-type: none"> 1. Minimale 2. Faible 3. Moyenne 4. Elevée 5. Maximale
22.	Sur une échelle de 1 à 5, quelle est la probabilité que des pots-de-vin soient versés aux administrateurs de l'éducation, aux enseignants et aux professeurs pendant les examens ?	L'échelle de probabilité est la suivante : <ol style="list-style-type: none"> 1. Minimale 2. Faible 3. Moyenne 4. Elevée 5. Maximale
23.	Sur une échelle de 1 à 5, quelle est la probabilité que les étudiants en particulier les femmes et les filles, soient ciblés pour des faveurs sexuelles pendant les examens ?	L'échelle de probabilité est la suivante : <ol style="list-style-type: none"> 1. Minimale 2. Faible 3. Moyenne 4. Elevée 5. Maximale

24.	<p>a) Quels sont les impacts (de la corruption liée aux examens) sur le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo ?</p> <p>b) Quel est le niveau d'impact attendu de ces formes de corruption sur une échelle de : 1 (Faible impact) à 5 (fort impact) ?</p>	<p>Les impacts sont les suivants :</p> <p>Veillez indiquer le niveau d'impact en utilisant les échelles suivantes : <ol style="list-style-type: none"> 1. Faible impact 2. Impact négligeable 3. Impact moyen 4. Impact significatif 5. Fort impact </p>
25.	Quel est le niveau d'impact de la corruption attendu lorsque les systèmes d'examen ne sont pas suffisamment renforcés ?	<p>Veillez indiquer le niveau d'impact en utilisant les échelles suivantes : <ol style="list-style-type: none"> 1. Faible impact 2. Impact négligeable 3. Impact moyen 4. Impact significatif 5. Fort impact </p>
26.	Quel est le niveau d'impact de la corruption lorsque que des pots-de-vin soient versés aux administrateurs de l'éducation, aux enseignants et aux professeurs pendant les examens ?	<p>Veillez indiquer le niveau d'impact en utilisant les échelles suivantes : <ol style="list-style-type: none"> 1. Faible impact 2. Impact négligeable 3. Impact moyen 4. Impact significatif 5. Fort impact </p>
27.	Selon vous, quel est le niveau d'impact des Fuites d'examens et toutes formes de tricheries sur les femmes et files ?	<p>Veillez indiquer le niveau d'impact en utilisant les échelles suivantes : <ol style="list-style-type: none"> 1. Faible impact 2. Impact négligeable 3. Impact moyen 4. Impact significatif 5. Fort impact </p>
28.	Comment les femmes et les filles sont-elles affectées par la corruption pendant les examens dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo ?	<p>Les femmes sont touchées de la manière suivante :</p>

29.	Comment les autres groupes vulnérables (par exemple les personnes vivant avec handicap, les albinos, les pygmées et les groupes économiquement défavorisés) sont-ils affectés par la corruption pendant les examens dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo ?	D'autres groupes vulnérables sont touchés de la manière suivante :	
30.	Quelles stratégies d'atténuation peuvent être développées par le Ministère de l'éducation et nouvelle citoyenneté, le Ministère de l'enseignement supérieure et universitaire et les agences de lutte contre la corruption pour faire face à la corruption pendant le processus des examens dans le secteur de l'éducation ?	Les stratégies d'atténuations qui peuvent être développées sont les suivantes :	

Axe Prioritaire 3 : Recrutement du personnel

31.	Identifier les formes possibles de corruption qui existent pendant les processus du recrutement dans le secteur de l'éducation ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pot-de-vin et cadeaux en nature 2. Népotisme 3. Favoritisme 4. Fraude 5. Autres (à préciser) 	
32.	Quels sont les risques de corruption associés aux processus de recrutement du personnel dans le secteur de l'éducation ? (Choisissez toutes les réponses qui vous semblent possibles)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le recrutement du personnel n'est pas fondé sur le mérite 2. Les femmes sont susceptibles à la sextorsion 3. Transfert de personnel 4. Promotion du personnel 5. Autres (à préciser) 	
33.	Sur une échelle de 1 à 5, quelle est la probabilité de corruption lors du recrutement du personnel dans une école/un établissement d'enseignement supérieur ?	L'échelle de probabilité est la suivante : <ol style="list-style-type: none"> 1. Minimale 2. Faible 3. Moyenne 4. Elevée 5. Maximale 	
34.	Sur une échelle de 1 à 5, quelle est la probabilité de corruption lorsque le recrutement du personnel n'est pas basé sur le mérite ?	L'échelle de probabilité est la suivante : <ol style="list-style-type: none"> 1. Minimale 2. Faible 3. Moyenne 4. Elevée 5. Maximale 	

35.	Sur une échelle de 1 à 5, quelle est la probabilité de corruption lorsque les femmes sont susceptibles d'être victimes des abus sexuels lors du recrutement du personnel dans le secteur de l'éducation ?	L'échelle de probabilité est la suivante : <ol style="list-style-type: none"> 1. Minimale 2. Faible 3. Moyenne 4. Elevée 5. Maximale 	
36.	Sur une échelle de 1 à 5, quelle est la probabilité de corruption lors de la promotion (recrutement) du personnel dans le secteur de l'éducation ?	L'échelle de probabilité est la suivante : <ol style="list-style-type: none"> 1. Minimale 2. Faible 3. Moyenne 4. Elevée 5. Maximale 	
37.	Sur une échelle de 1 à 5, quelle est la probabilité de corruption en cas de nomination/recrutement de personnel non qualifié ?	L'échelle de probabilité est la suivante : <ol style="list-style-type: none"> 1. Minimale 2. Faible 3. Moyenne 4. Elevée 5. Maximale 	
38.	<p>a) Quels sont les impacts de la corruption dans le recrutement du personnel dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo ?</p> <p>b) Quel est le niveau d'impact attendu de ces formes de corruption sur une échelle de : 1 (Faible impact) à 5 (fort impact) ?</p>	<p>Les impacts sont les suivants :</p> <p>Veillez indiquer le niveau d'impact en utilisant les échelles suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Faible impact 2. Impact négligeable 3. Impact moyen 4. Impact significatif 5. Fort impact 	
39.	Quel est le niveau d'impact de la corruption attendu lorsque le recrutement du personnel n'est pas fondé sur le mérite ?	<p>Veillez indiquer le niveau d'impact en utilisant les échelles suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Faible impact 2. Impact négligeable 3. Impact moyen 4. Impact significatif 5. Fort impact 	
40.	Quel est le niveau d'impact de la corruption attendu lorsque que des femmes sont susceptibles d'être corrompues lors du recrutement du personnel ?	<p>Veillez indiquer le niveau d'impact en utilisant les échelles suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Faible impact 2. Impact négligeable 3. Impact moyen 4. Impact significatif 5. Fort impact 	

41.	Quel est le niveau d'impact attendu lors du transfert de personnel ?	<p>Veillez indiquer le niveau d'impact en utilisant les échelles suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Faible impact 2. Impact négligeable 3. Impact moyen 4. Impact significatif 5. Fort impact 	
42.	Quel est le niveau d'impact attendu lors de la promotion du personnel ?	<p>Veillez indiquer le niveau d'impact en utilisant les échelles suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Faible impact 2. Impact négligeable 3. Impact moyen 4. Impact significatif 5. Fort impact 	
43.	Quel est le niveau d'impact attendu de la corruption lors de la nomination de personnel non qualifié ?	<p>Veillez indiquer le niveau d'impact en utilisant les échelles suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Faible impact 2. Impact négligeable 3. Impact moyen 4. Impact significatif 5. Fort impact 	
44.	Comment les femmes sont-elles affectées par la corruption pendant le recrutement du personnel dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo ?	<p>Les femmes sont touchées de la manière suivante :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	
45.	Comment les autres groupes vulnérables (par exemple les personnes vivant avec handicap, les albinos, les pygmées et les groupes économiquement défavorisés) sont-ils affectés par la corruption pendant le recrutement du personnel dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo ?	<p>D'autres groupes vulnérables sont touchés de la manière suivante :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	

46.	Quelles stratégies d'atténuation peuvent être développées par le Ministère de l'éducation et nouvelle citoyenneté, le Ministère de l'enseignement supérieure et universitaire et les agences de lutte contre la corruption pour faire face à la corruption pendant le processus de recrutement du personnel dans le secteur de l'éducation ?	<p>Les stratégies d'atténuations qui peuvent être développées sont les suivantes :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	
Axe prioritaire 4 : Cours supplémentaires/Tutorat			
47.	Identifier les formes possibles de corruption qui existent dans les cours supplémentaires/le tutorat dans le secteur de l'éducation ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pot-de-vin 2. Faveurs sexuelles 3. Autres (à préciser) 	
48.	<p>Quels sont les risques de corruption associés aux cours supplémentaires/le tutorat complémentaire dans le secteur de l'éducation ?</p> <p>(Choisissez toutes les réponses qui vous semblent possibles)</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les enseignants et les conférenciers ne s'investissent pas pleinement dans leurs tâches et demandent des pots-de-vin. 2. Les femmes et les jeunes filles sont susceptibles de se livrer à la corruption sexuelle 3. Autres (à préciser) 	
49.	Sur une échelle de 1 à 5, quelle est la probabilité de corruption pendant les cours supplémentaires/le tutorat complémentaire dans une école/un établissement supérieur ?	<p>L'échelle de probabilité est la suivante :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Minimale 2. Faible 3. Moyenne 4. Elevée 5. Maximale 	
50.	Sur une échelle de 1 à 5, quelle est la probabilité de corruption que les femmes et les jeunes filles sont susceptibles de se livrer à des actes de la corruption sexuelle en suivant des cours supplémentaires/le tutorat complémentaire ?	<p>L'échelle de probabilité est la suivante :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Minimale 2. Faible 3. Moyenne 4. Elevée 5. Maximale 	

EVALUATION DES RISQUES DE CORRUPTION DANS LE SECTEUR DE L'EDUCATION EN RDC

51.	<p>a) Quels sont les impacts de la corruption des cours supplémentaires/le tutorat complémentaire sur le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo ?</p> <p>b) Quel est le niveau d'impact attendu de ces formes de corruption sur une échelle de : 1 (Faible impact) à 5 (fort impact) ?</p>	<p>Les impacts sont les suivants : </p> <p>Veillez indiquer le niveau d'impact en utilisant les échelles suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Faible impact 2. Impact négligeable 3. Impact moyen 4. Impact significatif 5. Fort impact 	
52.	<p>Quel est le niveau d'impact de la corruption attendu lorsque que des femmes et les jeunes filles sont susceptibles de se livrer à la corruption sexuelle ? tout en offrant des cours supplémentaires/le tutorat complémentaire ?</p>	<p>Veillez indiquer le niveau d'impact en utilisant les échelles suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Faible impact 2. Impact négligeable 3. Impact moyen 4. Impact significatif 5. Fort impact 	
53.	<p>Comment les femmes sont-elles affectées par la corruption dans le cours supplémentaires/le tutorat complémentaire ?</p>	<p>Les femmes sont touchées de la manière suivante : </p>	
54.	<p>Comment les autres groupes vulnérables (par exemple les personnes vivant avec handicap, les albinos, les pygmées et les groupes économiquement défavorisés) sont-ils affectés par la corruption dans le cours supplémentaires/le tutorat complémentaire dans le secteur de l'éducation ?</p>	<p>D'autres groupes vulnérables sont touchés de la manière suivante : </p>	
55.	<p>Quelles stratégies d'atténuation peuvent être développées par le Ministère de l'éducation et nouvelle citoyenneté, le Ministère de l'enseignement supérieure et universitaire et les agences de lutte contre la corruption pour faire face à la corruption liée aux leçons supplémentaires/le tutorat complémentaire dans le secteur de l'éducation ?</p>	<p>Les stratégies d'atténuations qui peuvent être développées sont les suivantes : </p>	

